

N° 729 — 4 F

du 10 FEV. au 16 FEV. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Coupvray
prépare
les municipales



**chrétiens
et socialisme**

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deshliat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Couvray : contrôle populaire au village. *C. Deshliat* P. 4
 La gauche au pouvoir en France ? P. 5
 Toulouse : non aux diktats du PS. *B. Verdier* P. 6
 Rouen : pour fuir Hersan. *C. Wargny* P. 7

Briser la chaîne

- Sidérurgie : en finir avec la gabegie. *C. Romain, Y. Sparfel* P. 8
 Haute-Loire : Volem pas crebar. *C.B.* P. 9
 Lip : dix mois après P. 10

Notre dossier :

Chrétiens et socialisme

- (Dossier préparé par *A. Laudouze*) P.
 Des chrétiens qui bougent P. 11/12
 Trois questions, trois réponses P. 13
 PSU, pratiques chrétiennes et pratique marxiste P. 14

Entre nous et pour vous

- Les nationalisations (Première partie) P. 15

Le pire

- Calais : pollueurs et maître-chanteur. *PSU-Calais* P. 16

Les exclus de l'intérieur

- Ponia : main-basse sur nos frères. *M. Camouis* P. 17

Et pourtant elle tourne

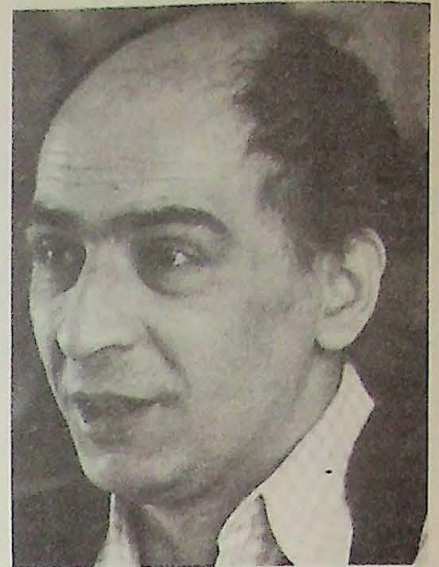
- Affaire Claustre : Français si vous saviez. *Ph. Marielie.* P. 18
 Le coup de Prague. *M. Tichnikov* P. 19

Injustice

- Témoignage : « Je suis homosexuel » : deux mois de prison. *Alain L.* P. 20

Les armes de la critique

- Jacques Echantillon : La parabole et l'exil P. 21
 « Le plus important dans l'œuvre de Duras, c'est l'amour. ». *Interview de Madeleine Renaud par F. Gastellier* P. 22
 L'inadmissible arbitraire. *Leonid Pliouchtch* P. 24



courrier des lecteurs

Longue et intéressante lettre de Michel Tirelli de Montbéliard (25 200) qui, exemples à l'appui, nous fait part de ses interrogations sur le style un peu trop spécialisé parfois et intellectuel de certains articles qui sont mal perçus dans le milieu ouvrier ou agricole. Il suggère que les rédacteurs aillent « faire un petit stage sur les chaînes de l'usine Peugeot ou dans les champs du pays de Montbéliard. Cela leur permettrait de se recycler au point de vue langage et expression. Ça les changerait du milieu des réunions d'intellectuels, qui ne se comprennent qu'entre eux et qui finissent par se retrouver au-dessus de la masse laborieuse et prolétarienne, Ce n'est pas le but du PSU[...] Je

reconnais que par moments je suis très sévère mais c'est un problème qu'il faut soulever ».

Humeur piquante... et abonnement en prime !

A.T. de Paris : « Bravo pour l'article de C.M. Vadrot sur le Livre (n° 727). Voilà une « mauvaise humeur » qui fait plaisir. Bravo de rompre ce silence qui, prolongé, deviendrait complice. Bravo de crier bien fort ce qui commence à se dire sous le manteau, soit-il rouge.

Puissent tous les « réacs » être entendus de ceux qui veulent crier pour les autres et pour qui la solidarité a trop souvent l'allure d'un sens unique. Il y a pourtant de la place pour tout le monde dans le combat du Livre comme ailleurs. »

ABONNEZ-VOUS

A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris. CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an) ; 60 F (6 mois).

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.



Photo Elie Kagan

jugé jugé

Douai, ville d'art et d'histoire : les magistrats y sont indépendants comme ailleurs, sous la première présidence d'un sieur Charrier, dont la perspicacité ne mérite qu'éloges et récompenses. Cet aimable premier président de la cour d'appel vient de désigner à la vindicte du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) une jeune femme, Claude Jolly, qui exerce le métier de juge d'instance et qui n'a visiblement pas compris la portée exacte de notions aussi sacrées, que celles d'obligation de réserve et de continuité du service public. Notre jeune juge s'est, en effet, refusée à consacrer ses samedis et dimanches à l'étude de tous les dossiers des deux postes qu'elle occupe en raison d'une insuffisance chronique des effectifs dans son tribunal. Un juge est mobilisé sept jours sur sept, qu'on se le dise.

Elle eut aussi la maladresse de rédiger un rapport sur un établissement pour jeunes délinquantes, rapport (dont les conclusions furent rapportées par *le Canard enchaîné*), qui aboutit à la fermeture de ce centre trois mois plus tard, par la direction de l'éducation surveillée.

Pis, Claude Jolly a osé, entre autres, relaxer deux mineurs débiles accusés d'avoir prélevé le denier du culte dans un tronc d'église, ainsi que des mineurs de dix ans, qui avaient dérobé du chocolat dans un grand magasin. Il va de soi que de telles infractions méritaient, au moins, une peine de réclusion criminelle.

Pour toutes ces « erreurs », le président Charrier demande la révocation du juge Jolly. Cette affaire pourrait n'être que dérisoire tant paraissent ridicules les accusations lancées par un charrier de première classe. En fait, le cas de ce jeune magistrat, pose le problème, plus général, du contrôle par le CSM de l'activité juridictionnelle des magistrats, surtout quand ils sont jeunes et, a fortiori, syndiqués.

Une preuve de plus que l'indépendance du juge se porte bien.

M. E. ■

éditorial

demain les élections : ils ont peur...

DEVANT l'échec des plans et des réformes, il ne reste plus que l'exorcisme. Aussi sont-ils en train de créer un gigantesque spectacle : Chirac et d'Ornano, mercenaires-gladiateurs, s'affrontent dans les arènes de Lutèce ; Barre, professeur consciencieux, explique partout que tout va mieux ; Giscard, commis-voyageur d'une majorité en mal de bulletins de vote, sillonne la France et, après les Alsaciens, utilise les Bretons pour lancer la campagne électorale. Mais feu Pompidou vient à la rescousse : à défaut d'un nom, il laisse un centre dans l'histoire, mausolée de 100 milliards d'anciens francs, dont l'inauguration tombe à point.

Tout cela dans un seul but : créer un rideau de fumée pour cacher le chômage qui se développe, les prix qui dérapent, le pouvoir d'achat qui se dégrade. Pour ce théâtre des ombres, toute la presse est mobilisée, la télévision plus que jamais monopolisée, les emplacements publicitaires retenus.

LA tactique de la droite est simple : puisque la crise est bien installée et que, par conséquent, il ne sera pas possible de s'appuyer sur quelques résultats tangibles pour aller aux élections, il faut faire croire qu'elle est sur le point de disparaître. Il s'agit de transformer chaque Français en docteur Coué qui, à force d'entendre que tout va mieux, se convaincra que tout va bien. Et chacun de faire son petit couplet devant les caméras : les ministres viennent dire que le plus dur est fait et Giscard répète inlassablement que Barre va réussir. Dans le même temps, il doit réaffirmer son autorité sur une majorité où les clans se déchirent. De petites phrases en dossier de l'écran, tel un roquet, il tente de ramener dans le troupeau chaque mouton majoritaire pris de panique.

La campagne électorale est lancée, une campagne à l'américaine où les majorettes sont remplacées par les

inaugurations, les parades par les voyages présidentiels et les publicités Coca-Cola par les sourires giscardiens.

INCAPABLE de surmonter la crise d'ici les législatives, ne trouvant même pas un Bergeron pour appuyer le Plan Barre, déchirée par les affrontements internes, divisée sur les solutions à apporter, la droite joue son va-tout dans la fuite en avant. Elle espère par là, soit rallier quelques bulletins hésitants, soit embrouiller la situation politique.

Le rôle de Barre est essentiel. Il doit expliquer avec sérieux que tout s'arrange, dire non avec tranquillité aux revendications, en quelque sorte être le Monsieur-Loyal autour de qui peuvent s'organiser les jeux des politiciens et des mass-media. L'important est que son plan existe et que chaque Français en vienne à croire qu'il peut réussir. Sondages et statistiques viendront à point nommé.

GISCARD, lui, est obligé de se transformer en dompteur. Pour calmer les appétits du fauve corrézien, le voilà qui affirme que seuls sont gaullistes ceux qui reconnaissent la primauté présidentielle et que, face à une majorité de gauche, il saura assumer toutes ses responsabilités. Il espère par là casser les fondements sur lesquels le RPR développe son audience.

Bravo pour le spectacle...

Mais nous ne pouvons pas accepter de le regarder. Ce serait déjà tomber dans le piège. Nous devons crier « assez ! » et avec l'ensemble du mouvement ouvrier, politique et syndical, organiser la mobilisation pour mettre en échec la politique d'aggravation du sort des travailleurs, battre la coalition gouvernementale et en finir avec le régime qu'elle défend.

C'est ce qu'a affirmé avec force notre X^e Congrès.

Pascal GOLLET ■

humeur : vers la « psy » en passant par Coué

On raconte dans les dîners en ville et dans les milieux « psy » que notre président (le plus grand, le plus beau, celui qui va bientôt marcher sur l'eau) est sorti tout ragaillard du psychodrame organisé pour lui à l'Élysée par les bons soins d'Antenne 2. Comme quoi la bonne vieille méthode Coué a du bon. Paraît que Lacan, le seul psychanalyste français à circuler en Rolls et à enseigner à Paris VIII-Vincennes, n'aurait pas fait mieux pour dédramatiser les angoisses existentielles du président. Giscard est moins malheureux depuis qu'il a découvert que les Français étaient plus malheureux que lui.

Son entourage en déduit que si ses insomnies angoissées disparaissent, le président va peut-être enfin accepter d'aller se coucher de bonne heure. Il paraît que, tous les soirs, c'est une véritable comédie pour l'envoyer au lit. Dans les cas désespérés on appelle Vadim qui lui fait faire un tour en voiture pour le calmer. Car Anne-Aymone, cela ne marche plus depuis longtemps.

Comblé par son taux d'audience, passionné par l'expérience de Méné Grégoire qui raconte dans son dernier bouquin comment elle a changé sa vie et trouvé son chemin de Damas en se mettant à l'écoute des auditeurs de RTL et en les rassurant après leur avoir foutu la trouille, Giscard médite de devenir le grand gourou de la République. Il suit d'ailleurs le même chemin que Méné qui, avant de commencer ses séances de confession publique, a du faire une longue analyse. Giscard, pour l'instant, en est encore à l'analyse de la situation. Situation qui, comme dirait Devos, pour être grave n'en est pas moins désespérée.

Nul ne sait encore sur quelle chaîne ou quelle radio il donnera chaque semaine sa consultation ni dans quelles conditions il expliquera aux Français victimes de la sinistrose, qu'en particulier cela ne va peut-être pas très bien, mais qu'en général, par contre, cela va beaucoup mieux. Toujours la méthode du bon docteur Coué. Et comme Méné Grégoire, Giscard continuera d'expliquer à chaque Français qu'il a probablement raison mais que, premièrement, il s'en occupe « hors antenne » grâce à une de ses assistantes sociales et que, deuxièmement, il existe un autre Français plus malheureux que lui : « allo, Guy Darbois, la personne suivante s'il vous plaît ».

Ce qui est grave, très grave, c'est que je suis à peine dans la fiction. Le grand frère Giscard, dans sa mégalomanie galopante, dans sa volonté de se faire « aimer », est capable de tout. Ses conseillers doivent se prendre à ses basques pour l'empêcher de multiplier ce genre d'initiative. Ce qui prouve qu'ils n'ont pas le sens de l'humour et qu'ils ne comprennent rien à la psychothérapie de groupe.

En attendant qu'on lui trouve un « créneau » pour rencontrer les Français, pour les aider à les comprendre, le président est parti sur ses terres de Bretagne pour, comme son ancêtre Louis XV, toucher les écrouelles.

Pourquoi je vous parle de cela ? Tout bêtement parce qu'en cherchant la définition de schisme à propos des élections municipales à Paris je suis tombé sur le mot schizophrénie : « psychose caractérisée par une dissociation des fonctions psychiques et une sorte de séparation avec le réel ».

C.M. VADROT ■

où va la France?

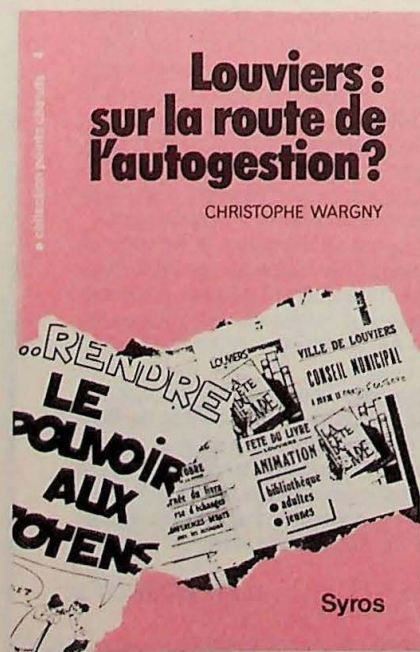
Coupvray : contrôle populaire au village

1850 : crainte d'empoisonner leurs vignes à la poussière de charbons, les Cupressiens refusent le train que construit la compagnie de l'Est. Un siècle plus tard, on regrette : à 40 km de Paris, entre la Marne et le Grand Morin, Coupvray agonise. A son chevet, quelques notables impuissants ; le conseil municipal ménage jalousement les deniers de la commune et assure, en empêchant toute hausse des impôts locaux, à la fois sa réélection et le dépérissement du village : 30 % des habitants ignorent l'eau courante ; le tout-à-l'égout est un luxe inaccessible, le goudronnage des rues une prodigalité interdite ; il pleut dans la salle de réunion de la mairie et l'école menace de fermer une classe... Alors les jeunes quittent Coupvray. Les commerçants et les artisans, jadis prospères dans ce gros bourg poussé à l'ombre du château des Rohan, désertent à leur tour. Et les vieux — sur 750 habitants, presque 600 ont dépassé la cinquantaine — regardent s'en aller la vie. Coupvray, ce n'est même plus un village. Tout juste un « jardin-dortoir » : un dortoir car les actifs vont à Paris et ne passent ici que le temps d'une escale nocturne ; un jardin quand même, avec des tournois de buses au-dessus des côteaux à vigne et des hululements de chouettes, la nuit dans les bois.

Aujourd'hui, Coupvray, petite commune de Seine-et-Marne, vit à l'heure de « l'autogestion municipale » et ressuscite. L'école accueille les 180 gosses des 1 300 habitants du village ; on ouvre une seconde classe maternelle ; 250 Cupressiens fréquentent chaque semaine la Maison des loisirs et de la culture, 700 ont célébré, en plein hiver, la « fête du pain » qui retrouve le temps perdu des traditions d'antan ; artisans et commerçants reviennent. Neuf se sont réinstallés au village depuis trois

ans ; et les anciens notables, désœuvrés, bottés et casquettés comme des hobereaux de Sologne, jouent au billard dans la salle, plafonnée de ciment et de blé séché, du café-tabac-journaux qui « fait l'angle du tournant » dans la grand-rue qui mène au canal de Chalifert. Les secrets de ce regain ? Le côté « jardin » de Coupvray, le « charme » de l'autogestion — un mot parfois ambigu qui recouvre, ici, des réalités de contrôle populaire sur la vie du village, et, bien sûr, la résolution de 1 300 Cupressiens ras-

à lire avant les municipales



Ed. Syros, coll. « Points chauds ».

Près de Rouen, une ville de vingt mille habitants : Louviers. C'est le jour « J » ; on vote. L'enjeu ? La municipalité. Contre la droite racoleuse, qui se dépense en courbettes, risettes et promesses diverses, le Comité d'action de gauche : une force étrange et qui souvent dérange, car elle veut que la ville ne soit pas un lieu mort, car elle veut que l'avis de chaque Lovérien serve de levain à la vie de Louviers ; en un mot, elle veut « rendre le pouvoir aux citoyens ». Forcée issue de la ville, forgée par et pour les Lovériens, le C.A.G. ne se paye pas de mots. Majoritaire aujourd'hui au conseil municipal, ses réalisations sont visibles, son combat permanent : animation vivante, fête du Livre, gratuité des activités culturelles et sportives. L'autogestion, une utopie concrète ?

164 pages, 18 francs.

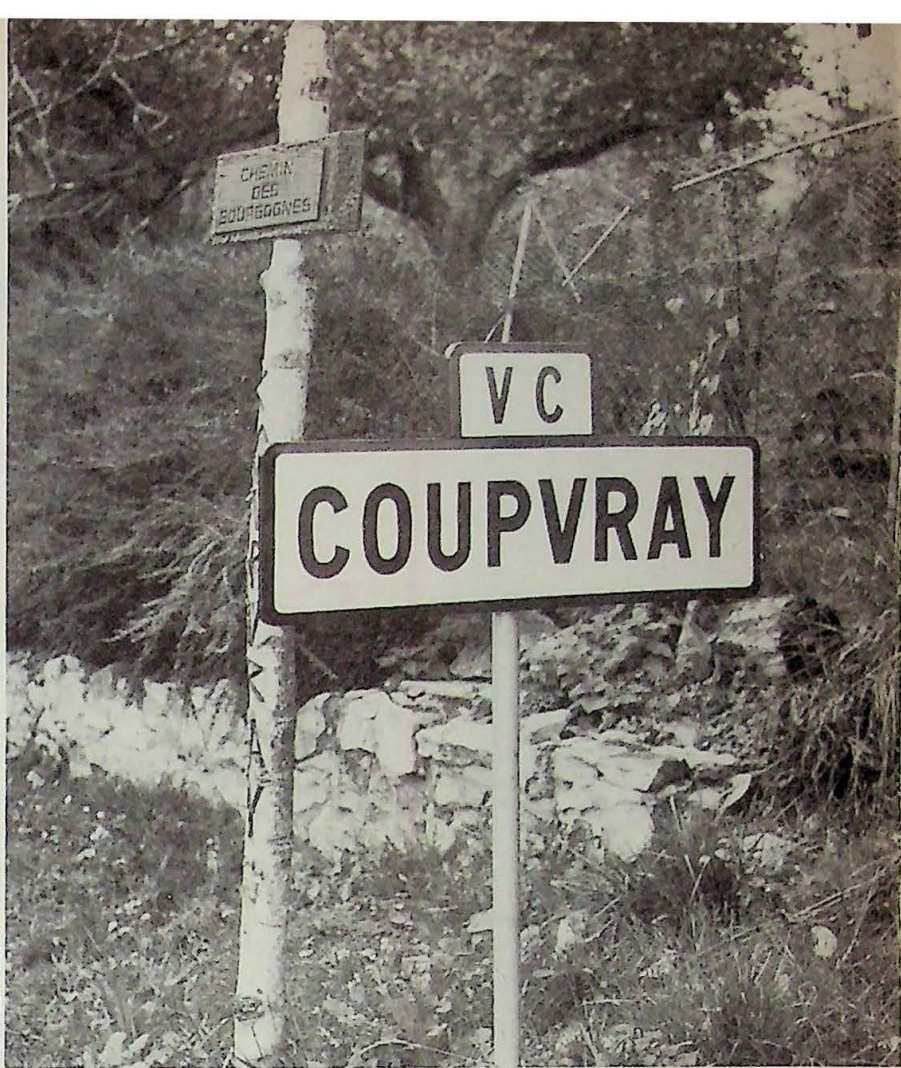


Photo Paul Maubec

semblés autour d'une équipe qui lutte pour changer la vie et casser la structure administrative sur laquelle se brisent d'ordinaire les initiatives locales.

rendre le pouvoir aux citoyens

Dans les années 60, les jardins de Coupvray attirent au village quelques citadins lassés de la vie des grands ensembles. Sous l'œil d'abord peu amène des « Sudistes » installés dans le vieux Coupvray, ces nouveaux venus lotissent au nord, sur le versant ensoleillé du coteau. Ils sont jeunes, ils ont abandonné la capitale pour inventer autre chose, ils présentent aux élections municipales, de 1971, une liste où figure une majorité de travailleurs manuels — le premier maire sera maçon — et qui entend « rendre le pouvoir aux citoyens ». Comment ? En associant les habitants de Coupvray aux travaux et aux choix de la localité. Prudemment d'abord : les commissions constituées autour des élus s'ouvrent à deux ou trois personnes choisies, qui donnent leur avis, mais ne votent pas. Aujourd'hui, une douzaine de commissions et comités, largement ouverts à tous les volontaires et dont les propositions n'ont, à ce jour, jamais été contestées par le conseil municipal, traitent de finances locales, d'urbanisme, d'enseignement, de loisirs, d'information, d'environnement, de santé... Une, deux, trois commissions, auxquelles participent, au total, plus de 10 % des habitants, se réunissent chaque soir. Pourtant les actifs — 95 % d'entre eux travaillent à Paris — ont bien du mal à dégager le temps nécessaire à l'action locale. C'est encore pis pour les femmes qui cumulent activité professionnelle et tâches domestiques : seules les plus engagées politiquement (souvent au Parti communiste) ou idéologiquement (surtout à la communauté chrétienne) arrivent à fréquenter les commissions.

Et les réalisations fleurissent, les projets prennent corps. Dernière innovation : la création d'un atelier public d'architecture et d'urbanisme, qui associe aux travaux menés par les

Cupressiens sur le plan d'occupation des sols (POS) une trentaine d'étudiants en architecture et leurs professeurs chargés de visualiser sous forme de plans, croquis ou maquettes les volontés de la population.

Un office du logement social pourrait aussi bientôt voir le jour pour planifier l'accueil des nouveaux arrivants. Accueil modéré dans son ampleur et dans son rythme : on tient à préserver le caractère villageois de Coupvray et la construction des équipements doit accompagner à mesure le développement de l'urbanisation. Enfin, il ne faut pas faire n'importe quoi pour n'importe qui. Les priorités envisagées : du locatif pour les jeunes ; locatif ou accession à la propriété, au choix, pour les familles ; logements adaptés à leur condition pour les gens âgés. On a besoin des vieux à Coupvray : en effet, pas de « mouvoirs », les vieux ont fait confiance aux jeunes en les élisant en 1971, sans pour autant leur donner un chèque en blanc ; ils entendaient bien surveiller, contrôler, juger l'action de la municipalité ; ils ont fait mieux, en favorisant l'intégration des nouveaux, en animant un foyer qui compte, aujourd'hui, 120 adhérents, en stimulant la réflexion des commissions chargées de l'aide sociale, de la santé, de l'urbanisme ; ils ne sont pas des « bouches inutiles », mais des actifs dont la présence assure l'équilibre affectif des enfants, l'équilibre social de la communauté et dont il importe d'assurer la parfaite intégration dans la vie collective. La création de services — repas apportés par les habitants du village, soins à domicile — devra donc, cette année, compléter la construction de logis, dispersés dans l'habitat ordinaire, qui leur seront destinés.

le moteur socialiste unifié

Les artisans de cette résurrection ? Le rôle de la communauté chrétienne a été essentiel. « C'est à travers leur foi que beaucoup d'entre nous ont découvert des choses à remettre en question », dit Bernard Castagné, maire de Coupvray depuis de départ,



pour des raisons professionnelles, du maçon élu en 1971. Animateur — parmi d'autres — de la vie locale, il ne fait pas mystère de ses engagements idéologiques et politiques : à la communauté chrétienne d'abord — communauté sans prêtre résident (un desservant vient, chaque mois, célébrer l'Eucharistie) qui invente une nouvelle Eglise et, peut-être, des formes neuves de sacerdoce. Au PSU aussi : après l'avoir quitté quelques années, Bernard Castagné a repris sa carte : « Quand on agit concrètement, on comprend qu'il ne s'agit pas tant de gérer au mieux ce qui existe ; il faut remettre en question la structure administrative dans laquelle on se trouve. Alors on éprouve le besoin d'une référence politique plus précise, d'une force qui analyse les difficultés qu'on rencontre dans un contexte plus large, qui donne à l'expérience qu'on vit et aux luttes qu'on mène une portée plus universelle. »

D'autres ont adhéré au Parti communiste. D'autres encore au Parti socialiste, dont la poussée dans l'ensemble du pays se fait sentir jusqu'à Coupvray. Les vieux socialistes du village, pourtant, apparaissent en retrait de l'expérience menée au village ; les conseillers socialistes ont voté contre la création de commissions municipales ; ils ont même rompu, en 1975, avec les socialistes unifiés : le maire est parti — pour revenir après des élections complémentaires qui ont donné 68 % des voix aux autogestionnaires. Et pourtant l'union de la gauche apparaît à beaucoup comme la seule force capable d'apporter le changement à l'échelle du pays. Mais on compte plutôt sur le PSU au niveau local : à lui de poser les questions brûlantes, d'animer les luttes sur le terrain, de « faire en sorte que le succès du Programme commun conduise vraiment au pouvoir des travailleurs ».

les contradictions de l'écologie

On votera peut-être PC-PS en 1978 — et peut-être PSU aux municipales de mars prochain : « le PSU, c'est un peu le Jiminy Cricket de l'union de la gauche, dont on attend analyses, conseils, propositions et aide concrète pour animer la bagarre et aller de l'avant... ».

Mais le maire n'évoque pas, sans tristesse, les démêlés actuels de la gauche au village : ira-t-on aux municipales en ordre dispersé, malgré

l'accord, très large, des communistes, des socialistes et des socialistes unifiés sur le programme d'action ? Il est pourtant des préoccupations plus graves. Le contrôle populaire sur le village ne va pas sans problème. Les choix à effectuer pour l'avenir suscitent d'âpres discussions : écologistes passésistes, rêvant de « geler » la situation actuelle, et écologistes réalistes, prônant un doublement de la population en dix ans, voient le futur différemment. Menace plus précise : l'extension de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, dont le périmètre englobe Coupvray, ne va-t-elle pas noyer dans le béton les bois et les vignes de Coupvray ? Face au danger on fait flèche de tout bois : on investit la commission responsable du POS qui déterminera la part laissée aux constructions, aux bois, aux cultures, on intervient à la DATAR et dans les ministères parisiens ; surtout, on mobilise les habitants. Qui ne se souvient de ce débat public mémorable qui opposa les Cupressiens très en colère aux émissaires de Marne-la-Vallée, qu'on parla de pendre haut et court ?

vidéo contre dictature du verbe

Et puis il y a les « dépassés » de l'autogestion, ceux qui ne comprennent

pas et s'essouffent, à suivre le rythme de l'expérience. N'est-on pas allé trop vite ? Ne pourrait-on faire mieux ? Bien des querelles partisans ne s'expliquent-elles pas par l'impossibilité d'atteindre la démocratie tant que subsistent les inégalités de formation ? De Bernard Castagné, on a, à Coupvray, critiqué l'image non-conformiste (voire le « gauchisme »), mais surtout la supériorité dans les débats : « dictature verbale », a-t-on écrit. Le reproche porte. Mais la réponse n'est pas de se taire, en tout cas sur les problèmes fondamentaux : mettre sa capacité d'analyse au service de ses convictions et de la cause des travailleurs n'est-ce pas un devoir ? Mais il importe aussi de donner aux autres les moyens de s'exprimer dans le débat. Former, informer, voilà le remède. En cherchant, là aussi, des voies nouvelles, pour ne pas bloquer ceux qui ne maîtrisent pas le discours : vidéo, cinéma, expositions, maquettes, autant de moyens qu'on peut mobiliser pour démonter les mécanismes du budget communal, initier à l'économie, dévoiler les secrets de l'urbanisme... Et les commissions ne sont-elles pas la meilleure des écoles pratiques ?

Il n'y a pas « d'îlots autogérés » dans une société capitaliste. Certes. Mais on montre, à Coupvray, la voie des changements.

Claude DESLHIAT ■

la gauche au pouvoir en France ?

C'est le titre du dossier spécial qui fait la « une » de la revue *Economia* (1) du mois de février. Premier volet de l'enquête : « la probabilité de réalisation des six hypothèses suivantes en ce qui concerne la situation politique et économique française à l'horizon 1978. Première hypothèse : amélioration de la situation économique des ménages avant les législatives. Deuxième hypothèse : élections législatives anticipées. Troisième hypothèse : chute sensible du franc avant les élections législatives. Quatrième hypothèse : pressions extérieures. Cinquième hypothèse : le président menace de démissionner. Sixième hypothèse : reconduction de la majorité actuelle aux élections législatives. Quarante-quatre personnalités ont bien voulu participer à l'enquête prospective, dont par exemple, des hommes politiques comme MM. Pierre Mendès-France, Robert Chapuis, Joseph Fontanet, des chefs d'entreprises comme Henri Anglès d'Auriac, Antoine Veil, des hauts fonctionnaires tels que François Bloch-Lainé, Bernard Cazes, des universitaires ou des chercheurs comme Philippe Baret, Jean Fourastié, Marc Guillaume, des journalistes comme

Alain Dumait, Pierre Péau, Guy Sitbon, à des hommes enfin tels que André Bussery, Jean-Claude Fave, Etienne Rapp, etc.

L'hypothèse la plus probable ? La situation économique des ménages ne s'améliorera pas d'ici à 1978. Quant à la conclusion générale de l'enquête elle est la suivante : la gauche gagnera les élections, mais « le résultat des prochaines élections législatives dépendra beaucoup plus de la situation économique que des événements politiques ».

L'enquête comporte un second volet. L'arrivée de la gauche au pouvoir constituant bien évidemment un événement international, quelles seront les limites de la tolérance occidentale ? Ce qui, en d'autres termes, signifie : quel comportement probable adopteront notamment les Etats-Unis et la République fédérale allemande ? On pense en Allemagne fédérale que le résultat des élections dépendra, pour une large part, de la situation économique. Dès lors, tout faire, notamment en matière économique, pour redresser la situation, c'est empêcher la gauche de parvenir au pouvoir. Mais dans l'hypothèse où cela s'avérerait insuffisant ? C'est là,

sans doute, la seule question qui vaille d'être posée. A Washington, comme à Bonn, on pense que seul le Parti socialiste constitue le « dernier rempart » contre le communisme. Et comme ce n'est pas le Programme commun qui effraie nos partenaires occidentaux, mais la présence des ministres communistes au gouvernement, tous les moyens seront bon pour parvenir au divorce de la « coalition socialo-communiste ». Tous les moyens ? On semble partagé entre deux craintes : celle de voir une expérience « de gauche » réussir — et l'exemple devenir contagieux —, celle de gêner la politique d'un gouvernement où les socialistes seraient majoritaires — par conséquent de jeter la France « dans les bras des communistes ». Voilà pour les craintes. « Ce qui sera difficile à situer, écrit Jean-Claude Hazera, c'est le point de rupture où les pays occidentaux risquent de basculer de la bienveillance forcée à l'hostilité déclarée ». En somme, jusqu'où une expérience de gauche en France ne peut-elle pas aller trop loin sans risque du même coup de provoquer un « blocage » tel, qu'inévitablement, le seuil de tolérance étant dépassé, l'Hexagone subirait les « représailles » du camp occidental. Au

bout du compte, conclut *Economia*, le prix des contraintes que la France de toute façon subira, réside dans « certaines ambitions du Programme commun tel qu'il est ». A moins qu'il ne s'agisse moins du contenu lui-même que de ses rythmes d'application... ■

(1) *Economia*, mensuel économique et politique international, 51, avenue des Ternes, 75017 Paris.



non aux « diktats » du PS

Alors que dans un grand nombre de villes le PSU sera présent sur les listes unitaires, alors qu'il vient de faire céder l'ostracisme dont il était victime à Strasbourg et à Besançon, le PSU se heurte, dans quelques très grandes villes — Toulouse et Lyon notamment — à une opposition résolue du Parti socialiste qui, pratiquement, l'évince du combat unitaire. Le PS aurait tort d'imaginer que, là où il est « maître du jeu », il pourra disposer à sa guise de l'influence du PSU, très souvent déterminante pour la majorité. Voici, la lettre envoyée par nos camarades de Toulouse aux partis de gauche.

Le 13 mars auront lieu les élections municipales. Dans le contexte actuel de crise généralisée et d'affrontement entre la bourgeoisie et les travailleurs, elles revêtiront une grande importance politique, surtout dans la perspective des élections de 1978. Il sera important de ravir le maximum de municipalités à la droite. Pour y parvenir, l'unité de toutes les composantes du mouvement populaire est nécessaire.

C'est dans ce but que le PSU a proposé, lors de son conseil national d'octobre 76, de constituer avec les partis signataires du Programme commun des listes unitaires. En conséquence, le district de Toulouse du PSU a aussitôt pris contact avec la section toulousaine du PS et le comité de ville du PCF. Plusieurs réunions ont eu lieu d'octobre à janvier, où le

PSU faisait des propositions en matière de programme, de fonctionnement de la municipalité et de répartition des sièges. Le fait que le PSU n'ait pas signé le Programme commun ne constituait pas un obstacle pour nos partenaires. Cela était d'ailleurs reconnu nationalement par le PCF et le PS. Le PSU était prêt à s'engager à la solidarité de gestion sur la base de l'exécution d'un programme municipal adopté par tous les partenaires.

C'est sur ces bases que, dans de nombreuses villes, un accord s'est réalisé entre les partis signataires du Programme commun et le PSU.

Parmi les accords rendus publics, on peut citer les cas de Saint-Etienne, de Strasbourg, du Mans, etc. Des accords intervenaient également dans la région et la Haute-Garonne.

A Toulouse, le Parti communiste français a pris position publiquement pour la participation du PSU à la liste unitaire.

Le 19 janvier, nous apprenions qu'après une réunion commune, les trois signataires du Programme commun n'avaient pas jugé utile d'élargir leur liste. Aucune proposition, qui puisse être discutée, n'était donc faite au PSU.

Cette décision nous paraît être une erreur qui risque d'avoir des conséquences quant à l'objectif même des municipales : rendre le Capitole aux travailleurs toulousains. Cela veut dire que Baudis pourrait continuer sa politique réactionnaire dont tous les toulousains subissent les effets néfastes. Seule une liste unitaire de toutes les forces du mouvement populaire permettrait d'envisager avec optimisme le succès des travailleurs. La constitution d'une telle liste à Toulouse aurait été un événement susceptible d'engendrer un large mouvement populaire. Rappelons qu'à Toulouse la gauche n'a jamais su aller unie à la bataille des municipales. En 1959, les élections avaient lieu à la proportionnelle et le PS choisissait de constituer une majorité avec l'UDR et les indépendants, alors qu'une majorité PS-PCF-PSU était possible. En 1965, le PS choisissait de constituer une liste commune avec les indépendants, avec Baudis comme premier adjoint, face à une liste PC-PSU-Radicaux. En 1971, le PS présentait une liste homogène face à une liste PCF-PSU-Conventions des institutions républicaines, offrant ainsi le Capitole à Baudis.

Cette fois-ci, l'issue des élections risque de se jouer à quelques centaines de voix près. Toutes les voix de gauche auraient pu se mobiliser dès le premier tour sur une liste unique.

Le PSU et le courant d'opinion qu'il représente ne peut être absent de cette bataille. D'abord parce que ses militants sont particulièrement actifs dans toutes les luttes menées à Toulouse contre la politique de Baudis. Ensuite parce qu'il entend défendre, comme tous les autres courants du mouvement ouvrier, ses idées.

En raison du refus qui lui est opposé, le PSU n'a pas d'autre possibilité à Toulouse que d'appeler à la constitution de listes défendant le socialisme autogestionnaire.

Nous sommes conscients que la présence simultanée de deux listes de gauche risquera d'une part de donner des armes à la droite, et, d'autre part, empêchera les organisations de masse des travailleurs (syndicats,

comités de quartier, associations de toutes natures...) de se prononcer clairement en faveur d'une liste unique. Nous ne sommes pas responsables de cet état de fait, ayant tout fait pour la constitution d'une liste unique.

Il est encore temps de revenir sur une décision préjudiciable à la victoire de la gauche à Toulouse.

Veillez croire, chers Camarades, à nos meilleurs sentiments socialistes.

Pour le Bureau de District de Toulouse,
Bertrand VERDIER ■

PS : Nous envoyons copie de cette lettre à vos fédérations et à toutes les organisations de masse des travailleurs toulousains.

journée d'étude l'amorce d'un début

C'était samedi 5 février à Paris, rue Cabanis. Pour la première fois, à l'initiative de la Ligue des Droits de l'homme et de Démocratie et Universalité, une journée d'études réunissait les principaux centres de recherche liés aux forces de la gauche : PCF, PS, PSU, MRG. La journée, organisée autour du thème : « l'égalité contre la liberté ? » devait se dérouler en deux temps : analyse et démythification des discours de la droite, d'une part ; recherche et discussion des conditions qui pourraient permettre d'instauration d'une véritable démocratie locale, de l'autre.

Des rapports émaillés de citations littéraires, une atmosphère bien feutrée... Bref, pour nous qui représentions le PSU à cette journée, un sentiment tout d'abord d'étrangeté : sommes-nous bien de la même planète ? Parlons-nous des mêmes combats ? Le débat, fort heureusement, devait dissiper ces impressions de départ. Victor Leduc en assemblée générale, François Dalbert à la suite de son rapport sur l'institution communale, allaient lancer, pour le Centre populaire de formation socialiste, les thèmes de l'autogestion, du contrôle populaire, de la démocratie directe, de la révocabilité des élus et même du mandat impératif...

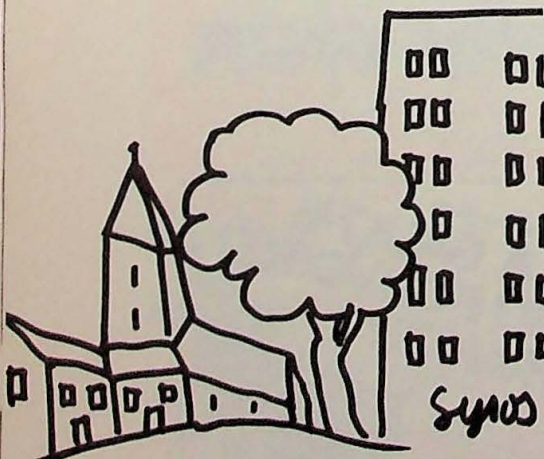
Une discussion animée mais ouverte s'ouvrait et des voix commençaient à s'élever (un radical de gauche, mais oui !) pour proposer à la Ligue des Droits de l'homme, quelles que soient les carences, reconnues par tous, de cette première journée, de persévérer dans son entreprise : d'organiser, une fois passée l'échéance des municipales, d'autres journées de ce type, afin de débloquent, à gauche, un débat politique jusqu'ici trop figé.

Recommencer ? Sans doute. Mais sur des thèmes plus précis et avec la participation, si possible, des représentants des diverses organisations de masse.

J.-P. ■

CHARTRE COMMUNALE DU PSU

ELECTIONS MUNICIPALES DU PRINTEMPS 1977



LIBRAIRIE

Liste N° 9

Spéciale « élections municipales »

● EDITIONS SYROS	
<i>Louviers : sur la route de l'autogestion ?</i> Ch. Wargny	18,00
● EDITIONS LE CERF	
<i>Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales</i>	20,00
● EDITIONS OUVRIERES	
<i>La politique locale des transports :</i> F. Troger	25,00
<i>L'action culturelle et le budget municipal,</i> J. Verpraet, A. Lefebvre	29,00
<i>L'information dans la cité,</i> R. Beaunez et F. Kohn	30,00
<i>La commune, son budget, ses comptes,</i> F. Giquel	32,00
<i>Le conseil municipal, le maire, les adjoints,</i> J. Fonteneau	16,00
<i>La commune et l'environnement</i>	21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum
REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28
PARIS

Rouen : pour fuir Hersant

C'est monsieur Hersant qui vient de l'annoncer : *Paris-Normandie* va devenir une édition régionale du *Figaro*. Les lecteurs ont d'ailleurs pris l'habitude de voir figurer les noms de d'Ormesson ou Raymond Aron dans leur quotidien. Le PSU lors d'un meeting public qu'il organisait à Rouen l'avait d'ailleurs annoncé. C'est chose faite. Après les longues tirades sur le respect de la ligne politique des journaux achetés, l'autonomie des entreprises, les hauts cris poussés contre une volonté de concentration qu'on lui prêtait, monsieur Hersant a agi avec une grande clarté.

L'empire de presse sera plus qu'une juxtaposition de journaux ; on s'achemine vers une grande unité dans le contenu. Une unité que ne désavouent ni Chirac ni Lecanuet qui, il y a quelques semaines, déjeunèrent publiquement avec les hauts magistrats rouennais et Hersant, pourtant poursuivi devant les juridictions rouennaises. La ligne politique à venir est clairement annoncée. Hersant s'est d'ailleurs référé au *Journal de Rouen*, qui paraissait, avant-guerre, et que sa collaboration avec l'occupant fit disparaître. C'était le porte-parole du PSF, des « Croix de feu », c'est-à-dire de la droite réactionnaire, pro-nazie et antisémite.

Pourri-Normandie...

De toute façon, nous dit-il, les problèmes financiers exigeaient de telles mesures. C'est vrai : « *Paris-Normandie* » perd, régulièrement, des lecteurs exaspérés de ne trouver qu'une information politique manipulée, agrémentée dans chaque numéro de la photo de Lecanuet. De plus le rachat de nombreux hebdomadaires normands sur les fonds propres de *Paris-Normandie*, ainsi que différentes opérations spéculatives ont mis la trésorerie en difficulté.

D'entreprise saine, *Paris-Normandie* est devenue une boîte en difficulté. Le livre noir publié par les journalistes l'annonçait il y a deux ans. Hersant vient d'ailleurs de renoncer à poursuivre les auteurs qui prévoyaient déjà les décisions qu'il vient de prendre ! Du côté des journalistes, on a réduit, en trois ans, le personnel de moitié. Même les nouveaux embauchés, destinés à pallier le départ de ceux qui avaient fait jouer « la clause de conscience » s'en vont. Le climat est intenable à *Pourri-Normandie*. Les protestations contre le monopole Hersant, hormis celles du PSU et de la Ligue des droits de l'homme sont rares... Socialistes et radicaux, dont quelques adhérents ont tirés profit (financier) des actions vendues à Hersant, sont évidemment mal placés pour engager la riposte...

contre Grand-Rouen

Pourtant, un groupe de journalistes qui vient de quitter *Paris-Normandie*, a décidé de relever le défi. Face au monopole de la presse réactionnaire, forts d'un certain nombre de concours, ils ont décidé de créer un hebdomadaire « d'information sur la vie de l'agglomération rouennaise et

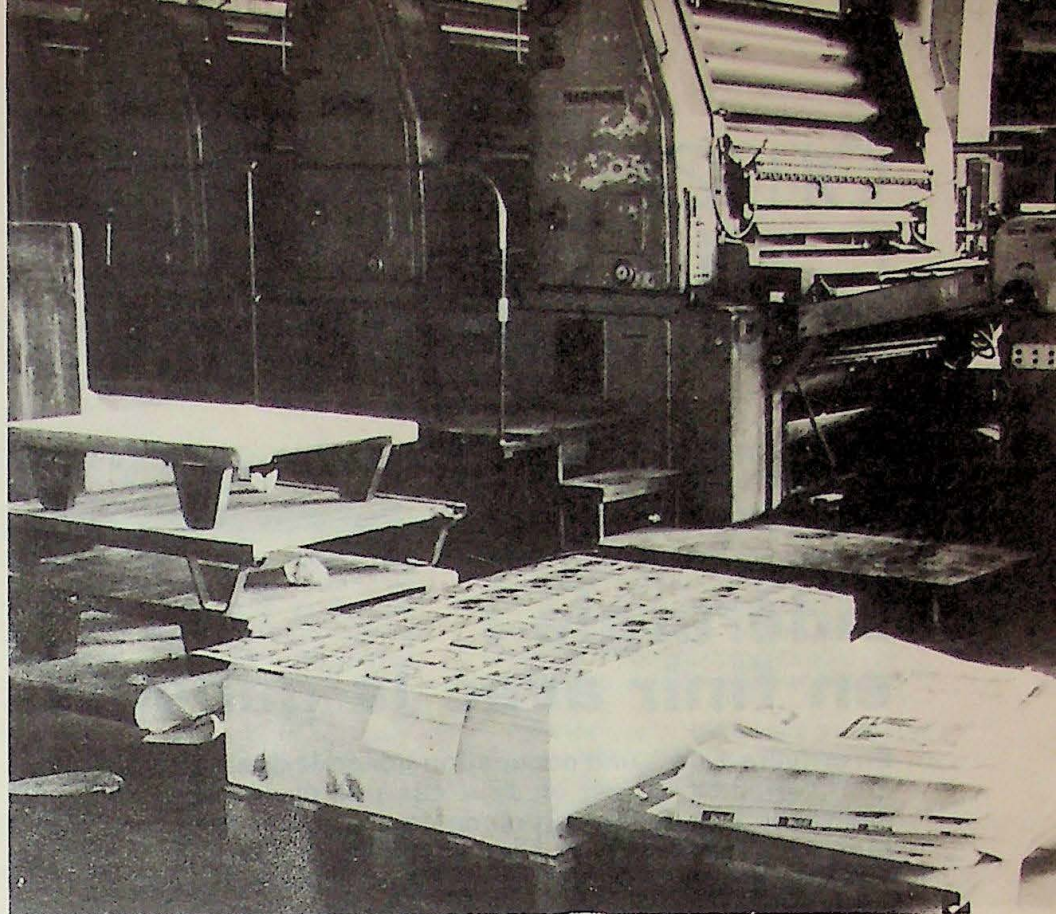


Photo Fotolib.

de ses habitants ». Le but : proposer aux Rouennais « une autre image d'eux-mêmes et de leurs problèmes que celle imposée par la presse respectueuse.

« *L'hebdo rouennais, appuie sa campagne de lancement sur une multitude de contacts avec tous les groupes qui expriment la vie et les besoins de la population, à tous les niveaux : politique, culturel, syndical, familial, la critique de la presse de province le situe à gauche. Elle offre à tous ceux qui luttent contre la ville en miettes et le pouvoir monopolisé par une fraction, des perspectives nouvelles : Hersant ne représente que l'aboutissement, la caricature inquiétante d'une évolution générale des journaux, moins spectaculaires, mais tout aussi alarmante : celle d'une presse au service des notables, faus-*

sement apolitique, livrant une information émiettée, superficielle, anecdotique et inutilisable ; sourde et aveugle aux responsabilités que lui impose l'information de milliers de citoyens. »

Certains dossiers vont-ils enfin sortir des cartons ? Le vidage des quartiers populaires du centre au profit des spéculateurs immobiliers, le désert culturel, la contestation dans les casernes rouennaises. *Grand Rouen* doit naître début février. Un journal financièrement indépendant, reflet des problèmes, des besoins et des luttes des Rouennais, peut-être une chance supplémentaire pour tous ceux qui se réclament du socialisme et de l'autogestion.

Bonne chance. *Grand Rouen*.

Christophe WARGNY ■

un champion du journalisme couché

C'est avec ce surtitre que Nicolas Brimo publie un livre (1) percutant sur la carrière aventureuse de Robert Hersant, qui se trouve aujourd'hui à la tête de 20 % de la presse française, en contradiction totale avec l'ordonnance du 26 août 1944, qui exige une totale transparence des transactions financières pour l'achat d'un journal, et interdit l'usage du prête-nom.

Il est vrai que Robert Hersant se moque depuis sa prime jeunesse de toute loi, comme des journalistes qu'il emploie (« les cons de journalistes ») comme de quelque idéologie que ce soit.

En 1940, il est des fondateurs du très vichyssois *Jeune Front* ; ce qui lui vaut à la Libération de prendre le chemin de Fresnes. Sorti de prison, il se lance dans la presse technique (avec quels fonds ?) et enregistre son premier succès avec la création de *l'Auto-Journal*. Sur la lancée, il se présente aux élections législatives dans l'Oise, sous l'étiquette radicale socialiste. Elu, il est invalidé.

Mais autorisé à se représenter, il distribue à la manière de son collègue de département, Marcel Dassault, force gadgets et est réélu. Depuis changeant chaque fois d'étiquette il a toujours été réélu, bien qu'aucun habitant de l'Oise ne l'ait vu.

Comment a pu se réaliser pareille ascension ? Le livre de Nicolas Brimo en démonte les mécanismes, même

si parfois les informations manquent, car on s'en doute, les complicités sont grandes, et le silence de l'entourage total.

Quoi qu'il en soit, voilà un ouvrage très utile, et qu'il faut faire connaître. Il a en tout cas eu le mérite de provoquer une réaction des syndicats de journalistes qui viennent de déposer plainte contre lui, tandis que tous les journalistes de ses différents titres cherchent à coordonner leur action.

Ne nous y trompons point, la liberté de la presse est gravement menacée, par la constitution d'empires de presse tel que celui de Hersant, et la responsabilité des syndicats de journalistes et du syndicat du livre est d'évidence engagée.

Marc ECHEVERRY ■

(1) Nicolas Brimo, avec la collaboration d'Anne Guérin, *Le dossier Hersant, Paris, éd. Maspéro, 1977, 129 p., coll. « Cahiers libres », n° 320, 20 F.*

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00

VIENT DE PARAITRE

N° III - Militer à l'Université 4,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

briser la chaîne

sidérurgie : en finir avec la gabegie

En arrivera-t-on à une occupation générale des usines sidérurgiques lorraines? C'est en tout cas une éventualité. Elle a été envisagée lors de la conférence de presse que tenait la CFDT à Metz, le 2 février. Pour l'instant n'est prévue que la journée d'action qui, le 11 février, regroupera tous les sidérurgistes à l'appel de la CGT et de la CFDT. Quoi qu'il en soit, la riposte devra être à la mesure de l'offensive patronale. La direction de Sacilor-Sollac vient, en effet, d'annoncer la suppression de 4 000 emplois pour 1977. Cette mesure n'est que la face visible d'un iceberg qui a pour nom le plan acier.

Ce plan préparé par les patrons sidérurgistes va être supervisé par trois experts (désignés par Barre) qui doivent remettre leurs conclusions fin février. Il est probable cependant qu'on laissera passer les municipales avant de prendre des décisions. Les patrons, eux, exigent des mesures immédiates : rationalisation, licenciements et aide de l'Etat. Alors que les prévisions du VII^e Plan (faites en février 1976), singulièrement optimistes, laissaient entendre que les effectifs de sidérurgistes tomberaient à 176 000 en 1980, au lieu de 180 000 en 1970, on parle aujourd'hui de 15 000 licenciements (dont 9 200 pour le seul trust Sacilor-Sollac).

L'opération patronale est simple et cynique : il s'agit dans une période de crise de restructurer la sidérurgie française très vite, brutalement. Objectif avoué : aligner en six ans la productivité française sur celle de ses rivaux allemands ou japonais. Chiffre cité à l'appui : onze heures sont nécessaires pour la production d'une tonne d'acier en France contre 7,5 en RFA et 6 au Japon. Résultat : 27 000 licenciements à exécuter le plus rapidement possible pour profiter de la crise. Mais ces chiffres sont probablement en dessous de la réalité. Dans l'optique patronale, il faut

continuer ensuite. C'est à cette fin, que les maîtres de forges, se désintéressant des aspects de reconversion, exigent des fonds publics permettant de remplacer les hommes par des machines et de contrôler les activités industrielles situées en aval de la sidérurgie.

Ces exigences ne font que prolonger la politique du panier percé, le gâchis opéré depuis des années par les trusts sidérurgiques français. L'alignement international au nom de la rentabilité, de la prime à l'exportation n'est qu'un nouvel aspect des réponses à courte vue du patronat français. Il est vrai que la sidérurgie est un secteur soumis plus que tout autre aux aléas de la conjoncture, condamné aux à-coups, aux crises cycliques, à des mouvements amplifiés de hausse et de baisse de production ou de prix. Avec la crise ceux-ci se répercutent de manière bien plus forte. Le stockage et la spéculation vont bon train.

Le patronat sidérurgiste, autarcique, corporatiste n'a réagi à cette situation qu'en termes de sauvegarde de ses propres intérêts. Dans le cadre de la régulation du marché capitaliste, les trusts européens se sont concertés pour créer le plan Eurofer. Ce plan, avalisé par les institutions communautaires (CEE), n'est ni plus ni

moins qu'une cartellisation visant à fixer une capacité de production, des quotas et des prix communs pour faire face à la concurrence (japonaise notamment).

Mais cette attitude est plus que douteuse. Il faut savoir en effet que la sidérurgie française est peu adaptée aux besoins nationaux. Ainsi nous sommes déficitaires pour la production de tôles fortes, donc condamnés à importer. Cela n'empêche pas le VII^e Plan de surseoir à la construction du deuxième train de laminage pour tôle forte d'Usinor-Dunkerque. Par contre nous avons assisté ces dernières années au maintien d'un excédent invraisemblable d'investissement pour les tôles revêtues ou les bobines à chaud (à la Solmer en particulier). Toute l'opération qui a consisté à orienter la sidérurgie nationale vers l'exportation, à la rendre « compétitive » en ne comptant que sur la haute productivité des ouvriers, se heurte aujourd'hui à une impasse. Les exportations d'acier ont chuté de deux millions de tonnes en deux ans, notamment dans les pays du tiers monde. Le solde importation-exportation est aujourd'hui négatif de 1,1 million de tonnes.

Au lieu d'une réorientation complète des capacités de production, le patronat demande au pouvoir une rente d'exploitation, une subvention pour licencier. Il vise au maintien des capacités actuelles de production. Les axes sont les suivants : utilisation optimum, jusqu'à saturation, des équipements neufs et liquidation des équipements anciens notamment en Lorraine. Ainsi on va faire tourner à plein régime Usinor-Dunkerque mais fermer l'aciérie d'Usinor-Denain (qui produisait jusqu'à présent 1 million de tonnes). Par contre l'usine de produits longs de Denain serait maintenue mais approvisionnée en acier par Usinor-Dunkerque. En Lorraine les fruits amers d'une politique menée depuis quinze ans — installation des aciéries en bord de mer, absence d'investissements ou de modernisation, aucune reconversion réelle envisagée — sont proposés aux travailleurs.

A cette occasion les maîtres de forges, jusque-là, dédaigneux de toute concertation avec les syndicats

ouvriers pour discuter de leurs choix industriels, se mettent à leur proposer des réunions pour discuter des licenciements, pour associer les travailleurs à la programmation des difficultés, pour leur faire jouer le rôle de brancardiers. Dans le même temps dans les usines modernes, la répression et les accidents du travail s'accroissent au nom du maintien de la productivité.

Dans cette situation les réponses de la gauche et du mouvement syndical sont-elles suffisantes? Le référendum organisé récemment par les militants du PCF parmi les ouvriers sidérurgistes a révélé un fort courant en faveur de la nationalisation. Mais dans le cadre du Programme commun, une nationalisation de la seule sidérurgie serait-elle suffisante? Le respect de l'économie de marché obligerait une sidérurgie « nationalisée » à rester orientée vers l'extérieur donc soumise aux fluctuations actuelles. Certes la manne gouvernementale serait mieux contrôlée évitant le gaspillage éhonté qui a lieu actuellement. De même les directions devraient tenir beaucoup plus compte des aspirations ouvrières. Mais ne serait-ce pas au prix d'une compétitivité, donc d'un maintien accru de la productivité, des cadences?

Voilà pourquoi la réflexion des militants de la CFDT sur le contenu démocratique d'une nationalisation tente de répondre à une vraie question : comment associer les producteurs et les usagers à la planification, aux choix de production, soit directement, soit au travers des organisations syndicales?

Les premières propositions commencent à se faire jour. Mais elles supposent un préalable : ne pas s'en tenir à une analyse locale. « La sidérurgie doit aussi être intégrée dans un ensemble plus vaste pour pouvoir échapper à la situation présente dans laquelle ses pertes représentent pour ses clients (fabricants de tubes et industrie automobile notamment) autant de bénéfices. Il faut un débat public pour définir les structures industrielles nécessaires à la gestion dynamique de la sidérurgie » (1). Voilà l'enjeu : comment élargir la nationalisation de la « sidé » aux secteurs qui en dépendent, qui consomment l'acier (ainsi la machine-outil et la grosse mécanique)? Ce débat est politique. L'étatisation limitée ou la cogestion d'un appareil de production laissé tel quel, seraient des erreurs. Elles reproduiraient les tares, la gabegie actuelle de la sidérurgie capitaliste.

La crise actuelle, en dehors de la lumière accrue qu'elle jette sur la pratique du patronat, permet d'avancer ces questions de fond (2). Le problème essentiel en cas de victoire de la gauche sera celui de l'ampleur de la forme de l'expropriation. Les ouvriers pourraient en avoir un avant-goût en occupant les usines menacées. Il n'est pas trop tard.

Yves SPARFEL
et Camille ROMAIN ■

(1) Syndicalisme-Hebdo n° 1638, pages 16-17.
(2) TS y consacrera prochainement un dossier.

Chantier de la Solmer à Fos-sur-Mer.



Photo D.R.

Haute-Loire : volem pas crebar !

La Haute-Loire, un pays qui crève. Le chômage y est de loin l'entreprise la plus importante (près de 4 000 chômeurs pour 200 000 habitants). Ses habitants s'en vont ; le département en a perdu 3 300 entre les deux derniers recensements. Mais si l'agonie du département semblait suivre un cours lent et inexorable, il est clair, maintenant, qu'on veut en finir avec le mourant !

Ainsi depuis décembre, c'est plus de 300 licenciements qui ont été annoncés ou réalisés. Il ne se passe plus de semaine sans qu'une entreprise annonce sa fermeture ou des réductions d'effectifs.

Il y a trois ans, quand commencèrent ses difficultés, la Tannerie du Puy était la plus grosse entreprise avec 1 300 salariés. Mais le groupe des Tanneries françaises réunies (TFR) qui comprend aussi une usine à Bortles-Orgues, devenait gênant pour les autres tanneries françaises. Elles ont purement et simplement décidé sa disparition.

laissez pourrir...

Seulement voilà, dans un département tel que la Haute-Loire, si faiblement industrialisé et où la clientèle électorale est à ménager, la fermeture brutale des TFR aurait eu un tel retentissement qu'il a fallu procéder autrement. On a donc laissé pourrir l'entreprise : pendant que les tanneries concurrentes asphyxiaient les TFR en constituant un comité national pour l'exportation, qui centralisait les commandes et en privait les TFR, l'Etat couvrait cette opération de sabotage à coup de milliards injectés dans l'entreprise afin d'éviter le dépôt de bilan et un conflit social par trop spectaculaire.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : fin 1976 les TFR avaient perdu 400 salariés (départs « volontaires » dûs à la psychose de la fermeture, nombreuses mises à la retraite anticipée) et pendant ce temps la gestion de l'entreprise tournait à la gageure...

Fin 1976, la subvention de l'Etat est épuisée : il faut trouver une solution. Des pourparlers sont engagés avec un groupe anglais, principalement intéressé par l'usine de Bort, entièrement modernisée à la suite d'un incendie. Une prise de participation de 50 % y est envisagée, contre 10 % seulement pour l'usine du Puy. L'Etat, pour sa part, donnerait encore un milliard — le dernier — pour permettre à l'usine du Puy de continuer. Mais en contrepartie de ce plan 172 licenciements sont annoncés au Puy et 38 à Bort.

En fait, le groupe anglais n'est nullement intéressé par le Puy et les licenciements annoncés ne sont qu'une première charrette. La fermeture de l'entreprise reste l'objectif principal à terme. Cette hypothèse ne tarde pas à se confirmer : début janvier, les pouvoirs publics reconnaissent que les discussions avec le groupe anglais sont bloquées, mais que les licenciements sont maintenus. L'usine est condamnée. Dès lors, la mobilisation ne va cesser de se développer ; jusque-là, il faut bien le

dire, les tanneurs s'étaient montrés assez peu combattifs.

Ainsi en 1974, alors que les tanneurs d'Annonay luttèrent contre la liquidation, (leur usine appartenait alors au groupe TFR), la solidarité ne s'était guère manifestée au Puy. De plus, les tanneurs du Puy ont suivi le pourrissement de leur entreprise avec un certain fatalisme.

des actions-surprises...

Au début de cette année, ils vont passer à l'action. Ils entreprennent une série d'actions-surprises. Le vendredi 14 janvier, le directeur de l'entreprise est séquestré dans les locaux de l'inspection du travail. Le 17, le maire, notable de droite est « accompagné » à l'inspection du travail, pour appuyer la demande d'annulation des licenciements. Le 19, devant le refus du préfet

de les recevoir, les tanneurs bloquent la circulation en ville pendant une

Le cours pris par cette lutte est déterminant pour la survie du département, car les TFR ne sont pas seules à connaître un problème d'emploi. Il se pose également dans de nombreuses petites entreprises en difficulté (du textile notamment), où la résistance aux licenciements est difficile à organiser.

Pendant que la Haute-Loire se vide de ses industries, que les paysans abandonnent leurs exploitations qui ne leur assurent plus les moyens de subsister, les technocrates parisiens et les notables locaux ne manquent pas de projets de « reconversion ». En plus de la « vocation touristique », habituelle panacée, les projets de barrages pour refroidir les centrales nucléaires du Val-de-Loire se multiplient : trois pour la Haute-Loire, plus Naussac à la limite du département. Non loin de là, on avance les solu-



Photo Adja

Journée portes ouvertes aux Tanneries d'Annonay.

bonne partie de la matinée. Le 21, une manifestation sur le thème de l'emploi et « vivre au pays » rassemble plus de 2 000 personnes. Au son du tocsin, les commerçants baissent, bon gré, mal gré, leurs rideaux. En fin de manifestation la cour de la préfecture est occupée, le préfet « absent » refusant une rencontre. Par contre, il est présent pour faire apparaître sous les huées de la foule, le détachement de gardes mobiles appelé sur place.

tions de parcs naturels (Cévennes, Gévaudan), de camps militaires (Larzac)...

Les travailleurs refusent cette politique de *déménagement* du territoire. En luttant pour la sauvegarde de leur emploi et en s'opposant à des projets qui ne font qu'accroître la désertification de leur région, ils manifestent leur désir de vivre et travailler au pays.

C.B. ■

quelques chiffres, quelques vérités

● LA PRODUCTIVITE :

Le patronat dit : 11 heures pour une tonne d'acier français, contre 7,5 en Allemagne.

Il ne dit pas : La tonne d'acier à un prix de revient de 168 F en France, 194 F en Allemagne, 203 F en Belgique.

● LE DEFICIT FINANCIER :

Usinor : Annonce 1,2 milliard de francs de pertes en 1975, mais la maison-mère distribue 18,75 F par action.

Sacilor : Déficit, mais la Clif (groupe De Wendel) qui le contrôle, enregistre un bénéfice de 2,2 milliards de francs.

● LES LICENCIEMENTS EN 1977 :

Usinor : 2 200 (Valenciennes, Thionville, Louvroil).

Chiers-Châtillon : 950 (Longwy).

Sacilor Sollac : 9 200 en trois ans, dont 4 000 en 1977 (Rombas, Hagondange, Homécourt).

Prévisions générales : 27 000 emplois supprimés d'ici 1980.

● L'AIDE DE L'ETAT :

Le montant du cadeau réclamé par les patrons serait de 3 milliards de francs. Pour mémoire : la sidérurgie est déjà endettée pour 33 milliards de francs (la majeure partie auprès de l'Etat).

Lip : dix mois après

Le 2 février, les ouvriers de Lip manifestent devant la préfecture. Le conseil régional est réuni en session. Puisqu'on ne veut pas les recevoir, les travailleurs enfoncent les portes. Ils vont exiger des notables régionaux une participation effective à la « mission » de relance de l'usine de Palente. Ils réclament également le vote d'une participation financière pour l'achat par les trois collectivités locales (ville de Besançon, conseil général, conseil régional) des terrains et bâtiments de Palente.

Ils ont partiellement obtenu satisfaction puisque le conseil régional a, vendredi dernier, décidé d'affecter un million de francs pour le rachat des bâtiments et terrains. Amorce d'une solution? Peut-être... En attendant les Lip continuent d'occuper. Voilà pourquoi ils voulaient aussi obtenir

tance est limitée à une poignée de travailleurs.

C'est ce schéma classique que les Lip ont essayé de contourner, faute de le briser. Leur force : l'occupation permanente de Palente avec le maximum de travailleurs. Ils savent que les pouvoirs publics ne tiennent pas à

une politique revendicative et un soutien mutuel. Enfin avec d'autres sections CFDT et CGT, Lip est à l'origine d'une coordination qui fonctionne toujours. Pour créer un rapport de force global, les Lip on le voit, ne sont pas restés inactifs.

Pour l'heure, ils font tout pour enclencher une amorce de solution à Besançon. Celle-ci exige des déblocages politiques et ne peut se construire que pas à pas. Les actions de pression sur les collectivités locales visent à cela. Dans les semaines à venir des initiatives seront prises en direction du patronat local.

Les Lip veulent durer et s'organisent en conséquence. Le patronat et le préfet de région comptent beaucoup sur la fin des 90 % (en juin 1977) pour avoir raison de leur combativité. Des mini solutions (démantèlement, dispersion dans différentes entreprises) seraient alors proposées.

Un grand débat a eu lieu en assemblée générale à Palente pour faire face à cette échéance. Une bataille a commencé avec les pouvoirs publics pour organiser des cours de formation, à condition qu'ils n'hypoth-

personnes y participent en permanence (près de six cents passent à l'usine par roulement). Dans les différentes commissions, cent quarante Lip participent aux travaux. Cette vie quotidienne n'a pas l'honneur des manchettes de journaux, mais elle est là. La communauté forgée il y a trois ans garde tout son sens, malgré la fragilité des hypothèses de relance, les créances, les charges locatives. Le mot d'ordre reste : Lip vivra avec tous ses travailleurs.

d'autres conflits

● **GISCARD EN BRETAGNE** : il va parader en touriste comme Chirac en son temps. La fédération PSU tient à rappeler qu'existe un véritable plan de démantèlement de la pêche bretonne avec la liquidation de la Sopromer. Pendant ce temps les fonds publics vont engraisser les caisses des sociétés d'armateurs et de quelques privilégiés de la pêche. Les travailleurs soumis aux licenciements également : Sicnav à Saint-Malo, Bolloré à Quimper, Réo à Fougères, par exemple, mais aussi à Rennes, Nantes, Corlay, Brest. ■

● **LA HAGUE : SECURITE?** Le bien-fondé de la longue action des OS de l'atome vient de trouver une triste consécration : à l'usine de traitement de combustibles irradiés, dans l'atelier de conditionnement d'oxyde de plutonium, huit ouvriers ont été contaminés. La direction parle d'accident bénin. Ben voyons... Bien sûr on ne tombe pas raide mort d'une contamination radio-active, mais les conséquences sur la santé sont difficilement évaluables immédiatement. On a mis les travailleurs sous surveillance médicale. Avant que des cas de leucémie ne se déclenchent, c'est EDF qu'il faudra surveiller d'un peu plus près... ■

● **THOMSON-CSF** : la direction de ce groupe en accord avec le gouvernement « restructure » sa division semi-conducteurs. A la Sescosem, il y aurait 300 à 400 licenciements sur l'ensemble des trois unités (Saint-Egrève, Aix-en-Provence et Courbevoie). Ce « dégraissage » touche surtout le secteur recherches et études. Dû à une mauvaise gestion, il n'aurait pour effet que de placer un peu plus la microélectronique française sous la dépendance des multinationales (Siemens et Philips). La CFDT veut s'opposer à cette braderie. ■

● **CHAÎNE DE LICENCIEMENT** : nouveaux maillons ! Chauffage montluçonais et sanitaire où les 116 ouvriers occupent depuis le 4 février ; à la Société dauphinoise de confection à Vienne (Isère) : 160 salariés ; à la boulonnerie calibrée de Thiant à Valenciennes : 80 licenciements sur 380 emplois ; aux établissements Escoffier (machines-outils) à Chalon-sur-Saône : 53 sur 106. A suivre... malheureusement. ■



des autorités régionales une garantie, une prise de position nette contre l'expulsion par les forces de police.

quel espoir ?

Lip 73, c'était la première grande lutte pour l'emploi mais c'était aussi la dernière dans le cadre de l'économie capitaliste en phase d'expansion. Aujourd'hui, les Lip subissent la crise comme les autres. La stratégie du gouvernement et du patronat, c'est le pourrissement. Dans le contexte actuel, tout est fait pour ne laisser aucun espoir, pour n'offrir aucune perspective de solution à moyen ou à long terme. Pour « éclaircir » les effectifs, les patrons misent sur la lassitude.

Le « siège » des usines occupées entraîne souvent le découragement. Le coup final, c'est l'intervention policière, l'expulsion, lorsque la résis-

se heurte brutalement avec des ouvriers organisés capables d'un rapport de force avec les flics, mais préfèrent les canaliser petit à petit vers la masse du million de chômeurs officiellement dénombrés en France. Voilà pourquoi les Lip ont participé à de nombreuses tentatives de coordination. A Besançon même, tout d'abord, où les salariés des quatre principales usines (Lip, Rhodia, Kelton, Schlumberger) menacés de licenciements mènent des actions communes, se réunissent régulièrement. Dans la région, des contacts ont été pris depuis un an avec les petites entreprises d'horlogerie du Haut-Doubs pour diffuser l'information, connaître les menaces sur l'emploi.

Dans le cadre de la Fédération générale de la métallurgie, la section CFDT-Lip participe activement à toute initiative de regroupement des boîtes en lutte pour l'emploi, afin d'élaborer

quent pas la suite de la lutte. Parallèlement, les fabrications artisanales ont toujours lieu dans les ateliers. Elles apportent un complément de salaire et contribuent à la popularisation du conflit. Plus de 3 000 *chômages* ont été diffusés. A la « chiffonnière » une multitude d'objets de laine de couleur sont produits. Il en va de même pour les assiettes peintes, les œuvres de pyrogravure, de soudure, etc. La commission « 4 M » (micro mécanique et matériel médical), composée d'ingénieurs et techniciens, fonctionne toujours pour mettre en avant une reconversion possible dans la fabrication d'instruments médicaux de haute précision.

L'usine vit encore donc. Après dix mois de lutte, sur huit cents travailleurs au chômage, 46 ont retrouvé du travail, une dizaine ayant d'ailleurs quitté Besançon. Les assemblées générales ont lieu tous les jours depuis dix mois. Trois cent cinquante

des chrétiens qui bougent

Les Eglises comme appareils et forces sociales, penchent à droite. Faire ce constat n'est pas réduire la foi chrétienne à une idéologie, mais la situer dans ses manifestations sociales. Les Eglises, comme appareils idéologiques sont diversifiées (hiérarchie plus ou moins réformatrice, éléments traditionnalistes et intégristes, masses conservatrices, communautés en recherche...). Elles véhiculent un discours généralement apolitique, occultant la lutte des classes par un langage de réconciliation au nom du bien commun. Au mieux, elles prétendent s'attaquer aux excès du capitalisme sans en remettre en cause les fondements. Le type de gouvernement intérieur de l'Eglise catholique, monarchique et déphasé par rapport à la société capitaliste, est remis en question par une partie des chrétiens. Une autre partie, politiquement réactionnaire, réduit l'expérience chrétienne à une morale élitiste et à un culte soi-disant populaire que le système capitaliste peut utiliser à son profit pour renforcer son emprise idéologique. Les Eglises sont en crise.

Cependant, dans ces Eglises ou sur leurs marges, un certain nombre de chrétiens, individuellement ou en groupes, s'engagent, comme travailleurs, dans la lutte des classes et font le choix politique de la révolution socialiste. Ils le font pour des raisons diverses (motivations évangéliques, analyse économique, prise de conscience concrète de l'exploitation, etc.). Ils envisagent l'espérance chrétienne comme un ferment de libération historique, non comme un opium. Ils veulent transformer la société lutter contre « les injustices ».

l'évolution au sein de l'ACO

En France, divers courants existent dans le « champ » des chrétiens qui bougent. Et d'abord, l'Action catholique ouvrière (ACO), née en 1950.

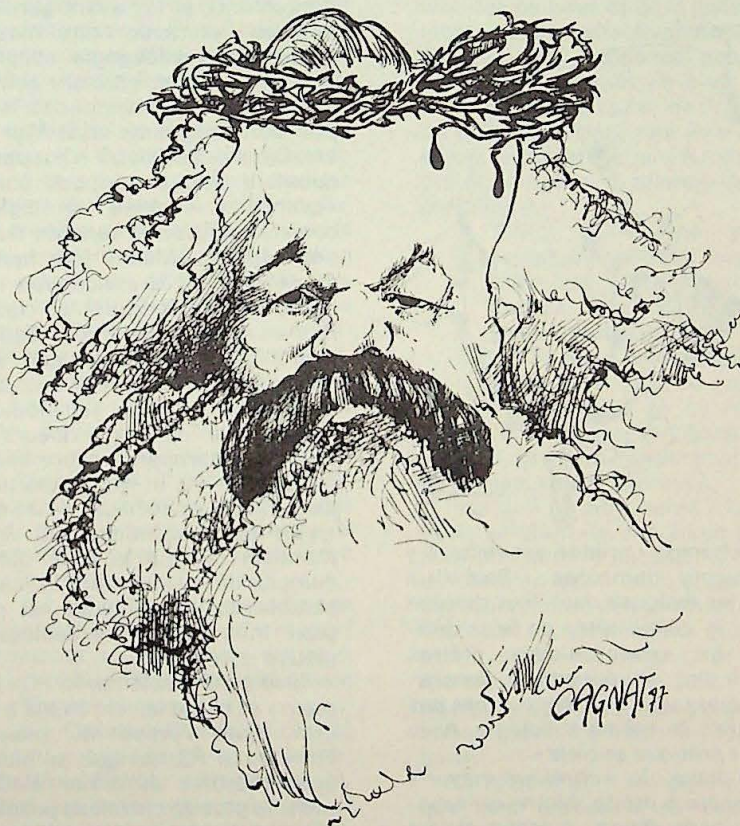
« Le 7 octobre et ses manifs, voilà un événement qui, pour nous, à l'ACO, a pu marquer les copains ». Dans une équipe d'ACO, la « révision de vie », face à l'Evangile, vise à renvoyer au sérieux de l'engagement de chacun dans les organisations du mouvement ouvrier. « Nous sommes attentifs aux signes que les organisations syndicales et politiques elles-mêmes retiennent comme positifs dans telle ou telle lutte. » La foi, en effet, doit pouvoir être vécue collectivement, et « le rôle de l'ACO est de partager avec les travailleurs ce qu'ils ont pu découvrir du Christ dans le quotidien des luttes ».

Tout comme la JOC, l'ACO représente un ensemble important de travailleurs chrétiens qui ont, de fait, choisi le socialisme. L'ACO assure avoir fait accepter par l'épiscopat la légitimité de l'engagement socialiste pour un chrétien de la classe ouvrière. La plupart du temps, dans les 2 500 équipes réunissant les 30 000 membres du mouvement, l'ACO pratique ce qu'elle nomme le « regroupement », en d'autres termes la pluralité des engagements représentés au sein de chaque équipe :

le PSU et les chrétiens

A l'occasion des états généraux pour l'autogestion socialiste, en juillet dernier, le PSU avait lancé le débat sur la place des chrétiens dans la lutte révolutionnaire, sur l'importance de la lutte idéologique. Des militants provenant d'horizons divers : Action catholique ouvrière (ACO), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Vie nouvelle, Témoignage chrétien (TC), Chrétiens pour le socialisme (CPS), Chrétiens critiques, athées, avaient participé au carrefour sur « Lutte de classes et Eglise » (cf. le compte rendu dans *Etats généraux pour l'Autogestion* (1), pp. 69-80).

C'est dans le cadre de sa stratégie d'unité populaire pour le pouvoir aux travailleurs que le PSU aborde cette question de l'Eglise et des chrétiens, animé, dès sa création, par de



nombreux militants de mai 68, le PSU a toujours été sensible à l'importance de la lutte idéologique. Au fur et à mesure de son développement, il a été amené à préciser la nécessaire articulation entre cette bataille contre les valeurs dominantes et la conquête du pouvoir par les travailleurs. Ce dossier se situe dans ces perspectives. Un prochain *PSU-Doc* rédigé par Yves Barou, sera également consacré à ce problème et constituera un approfondissement.

Dossier réalisé par André LAUDOUZE ■

(1) Editions Syros, 1976, un vol. de 270 p., 22 F. En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

CGT, CFDT, PS, PSU, PC sont ceux que l'on retrouve le plus souvent. Selon l'ACO, l'« Eglise en monde ouvrier » est liée à cette diversité. La pédagogie du mouvement part toujours du concret, du vécu ouvrier. Son journal *Témoignages* en est la preuve. Il est probable que dans les prochains numéros, il y aura des réactions de la base, dans tel ou tel atelier, sur le film passé récemment à la TV *Journal d'un prêtre-ouvrier*. L'affaire Lefebvre, elle, n'a guère eu d'impact ce qui est significatif d'un désintérêt pour la « boutique » Eglise. Pour l'ACO « la rencontre collective de la classe ouvrière avec Jésus-Christ », est l'objectif essentiel. L'ACO a reçu « mandat » de la hiérarchie épiscopale pour cette « mission » prioritaire. La question de la lutte des classes, interne à l'Eglise, ne préoccupe guère les dirigeants. Ceux-ci estiment que c'est aux partis et syndicats de gauche de faire une critique de l'Eglise, dans la mesure où elle est située dans le système capitaliste exploitant les travailleurs.

Cependant, depuis quelques années, un certain nombre de militants chrétiens d'ACO quittent ce mouvement. Certains passent au PC. D'autres ne supportent plus le monopole de fait de l'ACO, « Eglise en monde ouvrier ». Ils estiment aussi que l'ACO néglige de mener la lutte contre l'idéologie religieuse dans les Eglises. Le 13 août 1975, pourtant l'ACO avait pris une position publique contre l'archevêque de Braga (Portugal) qui faisait corps avec le combat de classe que menait la bourgeoisie portugaise contre la révolution !

la perspective des chrétiens pour le socialisme

Au groupe TC de M..., on trouve, parmi d'autres militants, un « noyau », relais pour un ensemble plus large : il y a là un ouvrier imprimeur CGT, une assistante sociale PSU, un prof. SGEN, un animateur culturel, un jeune objecteur... Le groupe se mobilise, parfois, pour des actions ponctuelles : lettre et démarche à l'évêché à l'occasion d'une longue grève, diffusion de TC... Ainsi, un peu partout (il y a environ 300 groupe TC en France), des militants chrétiens ayant une certaine pratique populaire se retrouvent dans un autre contexte que celui de l'action catholique. Certains ont vécu la rencontre nationale des amis de TC à Orléans en décembre 75 où a été définie une perspective : celle des *Chrétiens pour le socialisme* (CPS). S'agit-il d'un super-mouvement ? La Vie nouvelle, TC, les Equipes enseignantes (instituteurs, chrétiens de l'enseignement public), la JEC et l'Action catholique universitaire, ainsi que le groupe Franciscains et socialisme qui, ensemble, sont partie prenante de cette « dynamique », ne le pensent pas. Ils veulent plutôt susciter, avec des groupes de base, un ensemble de services-relais, permettant, par exemple dans une ville, la coordination rapide d'interventions sur telle attitude épiscopale, tel événement, etc., permettant aussi l'apparition de moyens de formation et de

type de célébration plus « engagés ». Il s'agit de « collectifs d'Eglise », assurant une nouvelle expression chrétienne en provenance de gens expérimentant une « militance pour le socialisme ».

Sans devenir un parti politique chrétien de gauche, il s'agit, sans non plus se couper des Eglises, de dénoncer les blocages de droite, les compromissions des Eglises avec la politique de la classe dominante, bref de se donner les moyens de faire entendre un courant qui n'est ni celui, réactionnaire, de Mgr Lefebvre, ni celui, réformiste, de la masse des chrétiens et de la majorité du clergé.

Dans une conférence de presse, le 2 décembre à Paris, des militants de ces divers mouvements intéressés par « CPS » et la revue *Notre Combat*, animée par Bernard Schreiner, présentait un projet de plate-forme. Ils proposaient un processus basé sur la participation des CPS aux réalités de la foi et de l'Eglise, pour précisément inventer un autre langage de foi et une Eglise ouverte aux engagements et à l'avenir socialistes. CPS n'entend donc pas s'identifier à telle ou telle stratégie particulière de la gauche, celle du Programme commun ou celle de l'autogestion socialiste. Dans cette mouvance peuvent se sentir à l'aise des hommes et des femmes militants au PC, au PSU, au PS, à l'extrême gauche, à la CGT, à la CFDT, aux GAM, dans le cadre de vie ou des associations familiales populaires, etc. Avec un souci commun : lutter, avec l'appui de l'instrument marxiste, contre l'idéologie religieuse au sein des communautés chrétiennes avec lesquelles on entend demeurer en « solidarité conflictuelle ».

L'année 77 est retenue par les promoteurs de CPS pour tenter de faire émerger, au plan local et national, un regroupement qui ne leur semble pas du tout opposé aux ouvertures du concile Vatican II et même de l'épiscopat français. Ce dernier, en effet, dans le texte « Pratique chrétienne de la politique » (1972), n'a-t-il pas admis qu'« il est légitime que des chrétiens d'une même tendance politique s'associent pour exprimer, entre-eux, et exprimer dans la société et dans l'Eglise, les options qu'ils font et la signification qu'ils lui donnent dans la foi ». Les « risques » d'un « blocage politico-religieux » seront évités, aux yeux de l'épiscopat, si on perçoit « le caractère relatif des analyses politiques et l'originalité absolue de la révélation chrétienne capable de critiquer les idéologues ».

De leur côté les « chrétiens-marxistes » petit groupe parisien autour de P. Blanquart et de F. Charbonnier, tentent de mener ce combat, certains en lien avec CPS, d'autres en éclaireurs situés dans l'extrême gauche. Ces derniers sont souvent marginaux par rapport aux Eglises et leur pratique marxiste a tendance à supplanter leur appartenance chrétienne. Leur organe *Cité nouvelle* a récemment publié une analyse critique de la position défendue par le courant CPS inspiré par les mouvements évoqués plus haut. Enfin, une revue *Lettre*, héritière de la *Quinzaine* jadis interdite par l'Eglise, représente un lieu de dialogue entre ces deux derniers courants, qui, chacun le sait, regroupent plus des gens issus de couches moyennes et de la petite-bourgeoisie que des OS et des OP. Un texte proposant une perspective CPS, signé par les chrétiens marxistes, mais aussi par quelques groupes de province, a été publié dans la *Lettre*. Il insiste surtout sur le caractère social et politique de la lutte idéologique au plan religieux. Début décembre, *Lettre* organisait un colloque de réflexion sur la lecture matérialiste de la Bible.



Le « champ » chrétien est vaste. Il y a plusieurs demeures... Paul VI à Rome, les évêques dans leur diocèse et dans la « collégialité » de leurs décisions, les quarante-deux prêtres ouvriers qui en novembre dernier, rappelaient leur existence, n'ont pas tout à fait la même théologie, ni la même « pratique sociale ».

A la base, le « chrétien moyen » vote encore à droite. Moins qu'auparavant, sans doute, puisque divers sondages permettent d'affirmer que,

si en 1973, 650 000 « pratiquants réguliers » (ceux qui vont à la messe le dimanche), ont voté à gauche, ils étaient 1 300 000 en 1974. 8 % des pratiquants réguliers ont voté Mitterrand au premier tour en 1965 ; 13 % ont voté pour un parti de gauche (PC, PS, PSU) en 1973 et 23 % pour Mitterrand le 19 mai 1974. Mais l'option politique ne se limite pas au choix électoral : dans les luttes anticapitalistes, il est difficile d'apprécier le degré d'engagement des chrétiens.

des sondages et des hommes

96 % des Français sont baptisés, mais il n'y a que 32 % des Français qui croient en Jésus Christ ressuscité et vivant dans son Eglise aujourd'hui. (Sondage SOFRES.) ■

Mais on peut, certainement, affirmer qu'ils « y sont » davantage qu'il y a trente ans. L'enjeu demeure, cependant, ce que certains nomment « la masse chrétienne », le tout-venant des paroisses urbaines et rurales, sensibles au rituel et aux habitudes acquises, mais susceptibles d'évoluer (lentement), si les avant-gardes restent en lien avec cette masse, et usent d'une pédagogie adaptée en vue de la « conscientiser » peu à peu et d'accroître sa résistance à la tentation de l'intégrisme style Mgr Lefebvre. Dans ce combat, il n'est pas tactiquement inutile que des chrétiens « avancés », « collent » à l'Eglise du concile, contre les tenants du traditionalisme... Mais il leur faut aussi se délivrer de la conception « dominante » de collaboration de classe qui règne dans l'institution Eglise, et chercher un mode critique et non idéaliste de référence à Jésus.

Dans le contexte sociologique de notre pays où les « valeurs chrétiennes » marquent encore beaucoup le mode de vie et les comportements personnels et sociaux, il est évident qu'un parti socialiste qui se veut marxiste comme le PSU, doit tenir compte de ces réalités-là, car l'ensemble des travailleurs est peu ou prou influencé par l'idéologie religieuse chrétienne.

Face à ce problème, le PC « tend la main » et invite les chrétiens à s'intégrer dans l'union du peuple de France. Le PS navigue au plus juste pour rassurer et rallier électoralement le plus de chrétiens possible, en leur assurant qu'ils ne sont pas confrontés au PS « à des problèmes d'idéologie ou de foi »... (F. Mitterrand à Oullins, le 13-6-75). Le PSU, pour sa part, rencontre quotidiennement certains chrétiens dans les luttes populaires. C'est notamment, avec eux, que le PSU lui-même et plus largement le courant autogestionnaire, ont pu et peuvent encore se développer. C'est de l'intérieur d'une pratique révolutionnaire commune, que peuvent être débattues les questions sur les références culturelles, idéologiques et philosophiques. Pour le PSU, la foi, comme le mode de vie, les rapports hommes-femmes, ce n'est pas qu'une affaire privée. Cela nous renvoie, une fois de plus, à la différence entre front antimonopoliste des mécontents et stratégie anticapitaliste conséquente. ■

un prêtre parmi d'autres

Daniel Guette, né en 1929, de parents ouvriers, en relation avec l'ACO, mais aussi aumônier de la JEC, puis chargé du centre diocésain d'information de Beauvais, a donné une interview au *Courrier Picard* du 4 août dernier. Nous en extrayons les passages suivants :

« Ma solidarité avec l'Eglise, ma croyance en l'Evangile, sont pour moi fondamentaux. J'ai des options, mais comme prêtre, je n'ai pas à prendre une position politique de parti. Je suis chargé des relations extérieures de l'évêché et j'entretiens, par conséquent, des relations avec tous les milieux... Sans doute ai-je des relations plus suivies avec les habitants de la ZUP ou du Plateau Saint-Jean et je fréquente plus les gens de l'AJED et de CLB qui est un des seuls endroits d'expression libre de Beauvais... Je suis solidaire de l'Eglise dont je fais partie et je n'ai pas du tout envie de quitter le bateau... Selon moi, il est fondamental de croire en l'homme et en sa liberté d'expression. Rester cloisonné est absurde. Il faut ouvrir portes et fenêtres afin que les hommes se comprennent mieux. L'Evangile m'a appris la tolérance de même que l'école communale. Pour moi, il n'y a aucune distorsion... ». A la question : « Et si le Parti communiste prenait le pouvoir en France, que feriez-vous ? » Daniel Guette répondait : « Je ferais le même métier, car la contestation est évangélique sous tous les régimes et dans toutes les sociétés. » ■



trois questions, trois réponses

Nous avons posé trois questions à trois personnalités chrétiennes assez différentes : le père Pierre Toulat, secrétaire de la commission épiscopale « Justice et Paix » ; le pasteur Georges Casalis, professeur de théologie protestante ; Philippe Warnier, animateur national du mouvement « La vie nouvelle ». Voici leurs réponses.

T.S. : L'épiscopat français a, récemment envoyé une « lettre aux catholiques de France ». Qu'en pensez-vous ?

Père P. Toulat : Pour moi, c'est un acte de gouvernement : les responsables de l'Eglise interviennent dans un débat confus et veulent indiquer leur position. Indépendamment du contenu, la lettre, par son titre et par sa référence au concile tout comme par son élaboration à huis-clos et sa diffusion massive, signifie quelque chose de cette volonté de clarification. Y réussit-elle ? Je le crois. Elle constitue un point de repère. Pourtant, j'aurais aimé qu'elle soit plus explicite sur l'occasion qui est à l'origine de cette intervention : ce que l'on a appelé « l'affaire Lefebvre » est passé sous silence. Le nom de l'affaire n'est même pas prononcé, ni les remous qu'elle a provoqués. On pense bien que c'est de cela qu'il s'agit, mais pourquoi ne pas parler plus clairement ? Plus clairement aussi pour dire le désaccord avec l'auteur et le principal acteur de l'affaire. Désaccord sur ce qui touche la vie propre de l'Eglise et sur ce qui est sous-jacent, politiquement parlant. Autre remarque : je trouve que les exigences de l'annonce de l'Evangile, telles qu'elles sont exprimées dans la *Lettre*, concernent plus la cohésion du groupe, je veux dire de l'Eglise, que son dynamisme dans le monde. Cette cohésion étant menacée, je comprends que les responsables travaillent à la rétablir : un homme « politique » lutte pour la survie du groupe (nation, Eglise, etc.). Mais, puisqu'il s'agit de « maintenir le cap » et d'insister sur l'appel prioritaire qui est d'annoncer l'Evangile, j'aurais aimé que l'on mette davantage en valeur ce qui est requis pour cela. Dans cette ligne, je regrette qu'il ne soit nullement fait allusion au témoignage chrétien, actuellement, par rapport aux combats pour l'homme qui sont livrés en différents points de l'univers et où l'Eglise est engagée.

Pasteur Casalis : Deux citations de textes qui m'ont frappé. La première, de Maurice Clavel : « J'en viens au soupçon que cette ligne médiane, si droite, entre lefebvrisme et marxisme, était la résultante de deux paniques contradictoires. Ainsi on s'imagine un concile de généraux français de l'été 1940, entre l'Allemand et l'Anglais » (*Nouvel Observateur*, 22-11-76). La seconde, dans *Politique hebdo* : « [...] Les évêques ont sorti un texte récupérable — et récupéré — par les groupes traditionnalistes, mais qui leur permet en même temps d'affirmer qu'ils ne donnent aucun coup de frein. Merveille du langage. Il n'en reste pas moins qu'une Eglise qui, grâce à cette alchimie et par son insistance sur le dogme et les sacrements prend de la « hauteur spirituelle » (« nous invitons tous les chrétiens à écrire, non pas un livre blanc ou rouge, mais un livre aux couleurs de l'arc-en-ciel ») a dit, en conclusion, Mgr Etchegaray) contribue à relativiser

les oppositions sociales. Ce qui convient davantage à la « majorité » aujourd'hui en place. D'où la baisse des clameurs qui, ces temps derniers, s'élevaient de ce côté-là [...] (*PH*, du 15-11-76).

Effectivement, la « manip » Lefebvre a réussi (cf *Notre Combat*, n° 93, nov. 1976). Une fois de plus, l'institution a reculé devant le chantage de l'extrême droite. La « *Lettre aux catholiques de France* », pesante et insipide, est comme une dalle bloquant la porte entrouverte par le concile. Cette régression manifeste, est une agression contre l'espérance, mais son insignifiance même lui assurera un écho et un avenir limités.

Philippe Warnier : Concession à Rome et aux catholiques conservateurs (suite à l'affaire Lefebvre) et centrée sur la défense religieuse interne et disciplinaire plutôt que sur le témoignage de l'Evangile au service des pauvres et de la justice, cette lettre marque effectivement un coup de frein. En l'absence actuelle de répressions accrues vis-à-vis de l'aile marchante de l'Eglise de France, elle ne doit pas malgré tout être dramatisée et je préfère, quant à moi, l'interpréter comme une relance de l'esprit conciliaire.

T.S. : « Chrétiens pour le socialisme » (CPS) sera probablement une réalité en France, en 1977. Quel est votre sentiment à cet égard ?

Père P. Toulat : Que dire sinon que je ne suis pas convaincu, ou pas séduit, par la perspective de ce regroupement ? Encore que les précisions apportées, lors de la dernière conférence de presse, soient positives.

Pourquoi un titre pareil ? Les chrétiens seraient-ils une force politique pour instaurer le socialisme ? Le titre de chrétien est-il ainsi ordonné à un choix politique ? et à un choix unique ? Bien sûr, les explications éclairent le titre, mais il demeure, et tout le monde n'a pas entendu les explications. J'y vois un risque de collusion, dans l'esprit d'un certain nombre de gens.

En revanche, il me paraît légitime que des chrétiens se regroupent, d'après des affinités politiques,

comme d'autres le font par proximité territoriale, appartenance professionnelle ou affinités de milieu socio-culturel, pour réfléchir sur leur manière de vivre leur foi au Christ dans les engagements politiques dont ils ont fait le choix. De ce point de vue, ce qui m'intéresse, dans une telle rencontre, ce n'est pas de mettre au point des stratégies politiques pour la conquête du pouvoir (c'est l'affaire des partis), mais de chercher, avec d'autres, si et comment les potentats sont renversés de leurs trônes et les affamés sont rassasiés. Autrement dit, quelle est la finalité de cette rencontre entre chrétiens ayant fait l'option pour le socialisme ? Est-elle politique ou d'abord évangélique ?

Pasteur Casalis : CPS peut avoir un triple rôle :

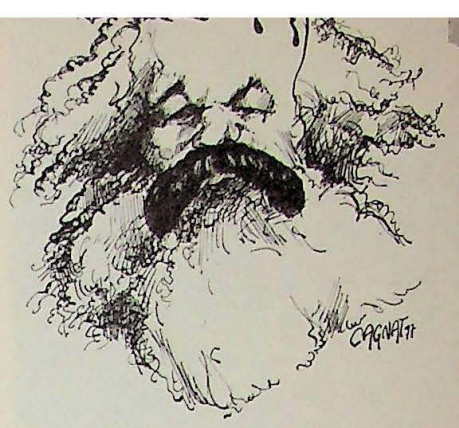
● manifester que l'on peut être à la fois militant socialiste et chrétien authentique. Bien des chrétiens hésitants peuvent ainsi être conduits à ne plus considérer la foi comme contradictoire avec une option de gauche ou d'extrême gauche ;

● contribuer à radicaliser la lutte des chrétiens contre l'idéologie dominante et l'appui apporté par les églises au système capitaliste. A l'intérieur de cette lutte, des formes nouvelles de célébration, de lecture et d'expression de l'Evangile, émergeront de plus en plus ; une nouvelle crédibilité apparaîtra ;

● regrouper pour des confrontations et partages, tant spirituels que politiques, des militants appartenant à divers partis de gauche. La « référence chrétienne » devrait les conduire à toujours distinguer entre les contradictions secondaires et la contradiction principale à l'intérieur des luttes de classes.

Philippe Warnier : Je crois que les différents partenaires concernés par CPS arriveront à le faire démarrer sur des bases claires et à intéresser à l'entreprise un nombre important de militants chrétiens qui ne sont pas actuellement dans des organisations chrétiennes. A la base, les choses progressent et l'intérêt des partis (PS, PC, PSU) pour notre initiative est aussi un facteur positif. Le principal problème reste celui de la base sociale de CPS ; mais le débat est désormais engagé avec l'ACO et, en nombre croissant, des militants ouvriers chrétiens commencent à se poser des questions et à comprendre qu'ils ne peuvent réexprimer leur foi (en cohérence avec le combat ouvrier)





qu'en remettant en cause l'idéologie religieuse dominante diffusée par les églises. Mais CPS n'aura — politiquement et religieusement — de sens que s'il ne se marginalise pas vis-à-vis des masses chrétiennes et des églises.

T.S. : Le PC, le PS se préoccupent de l'électorat chrétien. A votre avis, quel est le rôle d'un parti politique vis-à-vis du problème des chrétiens ?

Père P. Toulat : Heureusement, l'électorat chrétien — comme vous dites — est diversifié ! Il est normal qu'un parti politique se préoccupe de la manière dont se comportent les chrétiens vis-à-vis de la politique et, plus spécialement, de sa politique à lui. Mais j'aimerais un peu plus de discrétion. Verra-t-on le PC faire la tournée des évêques comme, naguère, des candidats à la députation faisaient la tournée des curés ? S'il y a des questions à débattre — car qu'on le veuille ou non la commu-

nauté des catholiques en France, a une dimension institutionnelle — elles peuvent nécessiter des réunions de travail ou des entretiens avec les responsables de la communauté catholique. Je souhaite pourtant que ces questions ne soient pas du domaine réservé, et que l'ensemble du peuple concerné, puisse en connaître et exprimer son avis.

Pasteur Casalis : Tout parti politique devrait connaître le « caractère politique du fait chrétien » et en tirer les conséquences positives ou négatives qui s'imposent, suivant le sens dans lequel joue ce fait. Des partis de droite recherchent normalement l'appoint et la sacralisation des structures et de l'idéologie cléricales. Des partis de gauche devraient empêcher les églises de prétendre à aucun pouvoir et privilège sociaux ; ils pourraient reconnaître que les « chrétiens authentiques — c'est-à-dire les chrétiens révolutionnaires — sont leurs alliés objectifs » (Fidel Castro), qu'ils

soient ou non engagés dans leurs rangs.

Philippe Warnier : Depuis quelques années — et le PSU n'y est pas pour rien — s'affirme l'idée que l'idéologie religieuse, présente dans toute la société, mais diffusée principalement par les églises, constitue un front de lutte politique, analogue à ceux qui concernent la famille, la sexualité, l'école, etc. Un parti n'a pas, en tant que tel, à prendre en charge ce front de lutte ecclésial : c'est bien évidemment l'affaire des chrétiens, pour lesquels la foi représente un enjeu pour toute leur vie (sans oublier la dimension politique). Mais le parti peut et doit fortement contribuer à la prise de conscience de la nécessité de ce front de lutte, à analyser politiquement le fait religieux et le poids social des églises, à confronter les stratégies au niveau ecclésial avec les stratégies globales, à inciter les militants chrétiens en son sein à ne pas désertir ce combat.

idéologiques et religieux et un regard critique à leur endroit.

Des chrétiens, qui ont déjà une expérience politique et syndicale, adoptent cette attitude. Certains d'entre-eux ont été marqués déjà par leur passage à l'UNEF, à la JEC, dans des associations familiales, et le syndicalisme. Ils y ont fait l'apprentissage d'un certain marxisme pratique, non scolaire. Comme leurs camarades caricaturés plus haut, ils ont fait le choix de classe et participent au combat de la classe ouvrière. Mais leur lecture concrète de l'analyse marxiste, tout comme leur action quotidienne, les ont amenés, parfois, plus sérieusement que d'autres, à une conception autogestionnaire de la société, voire au PSU.

Ils commencent à saisir l'incapacité d'une lecture idéaliste de l'Évangile à faire face aux problèmes posés par l'engagement socialiste ; mais ils estiment qu'une fuite en avant, hors des communautés chrétiennes, laisserait le terrain à la droite et à l'idéologie bourgeoise dominante. Ils comprennent que la foi, l'idéologie, les rapports à une référence religieuse ne peuvent être considérés mécaniquement comme un simple reflet illusoire ou provisoire des réalités politiques et économiques. Mais ils perçoivent aussi que l'idéologie religieuse sert souvent le « bon » fonctionnement de la société, celui que la bourgeoisie préfère (cf. l'exemple du Portugal). Ils prennent conscience de ce que les conditions idéologiques inscrites dans le processus du travail capitaliste doivent être dénoncées pour que les travailleurs puissent se réapproprier un pouvoir en vue d'une avancée humaine réelle.

Ils font ainsi une approche non dualiste des rapports foi chrétienne — politique socialiste. Bref, ils adoptent une attitude dialectique. Ils deviennent des partisans d'un marxisme ouvert, c'est-à-dire d'une science sociale de la révolution qui précise l'articulation entre l'économique et les rapports sociaux afin de permettre aux hommes d'acquérir le pouvoir de décision sur leur existence et leur avenir. Ils deviennent partisans d'une Eglise ouverte, ils luttent pour la libération de leurs propres communautés de foi, pour qu'elles deviennent des espaces d'espérance.

Grâce à Dieu... et au PSU, ce type de chrétiens est en progression dans les rangs du socialisme autogestionnaire ! Mais l'idéalisme et ses tentations demeurent menaçantes. Et il est toujours difficile de « mener de front un combat pour une révolution socialiste qui tient compte des réalités du mouvement ouvrier français et un combat pour une révolution évangélique qui ne néglige pas le travail critique à l'intérieur de l'Eglise et auprès des masses chrétiennes ». (Plateforme de Notre Combat). (1).

(1) On trouvera dans Notre Combat (49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, n° 94, 7 F) les deux textes « Chrétiens pour le socialisme » dont il est question dans cet article. Toutes les remarques faites, dans cet article, ne sont pas sans importance. Elles éclairent la déclaration du Bureau national du PSU, placée en tête du PSU-Docummentation : « Le PSU et les chrétiens », à paraître prochainement.

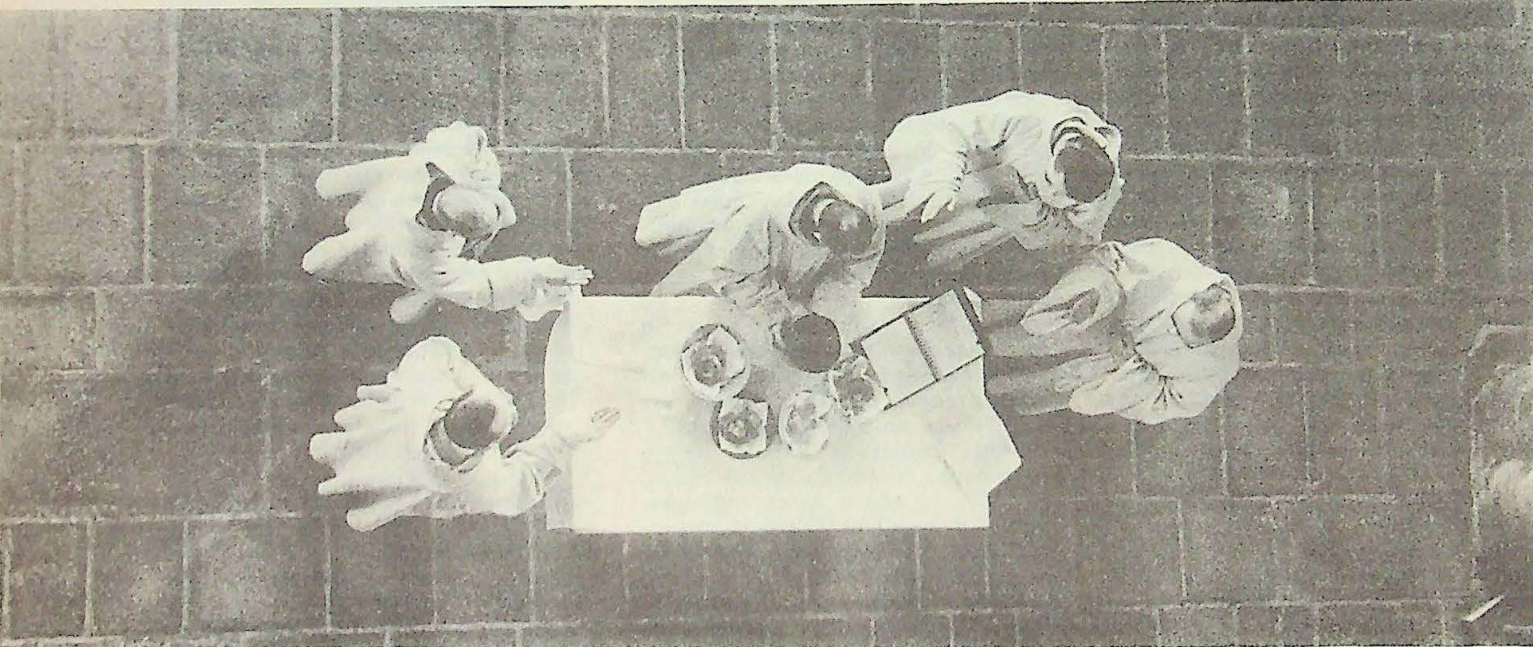


Photo Collombert

PSU, pratiques chrétiennes et pratique marxiste

Quand un chrétien pour le socialisme rencontre un autre chrétien pour le socialisme, ils ne parlent pas forcément le même langage. Ils n'ont pas obligatoirement la même attitude quant au marxisme, du moins dans sa pratique.

Souvent, le chrétien engagé « à gauche » (y compris au PSU) a un réflexe « idéaliste ». En provenance parfois de couches sociales petites-bourgeoises, menacées par la conjoncture économique, l'insécurité de son statut social l'a rendu vulnérable au plan idéologique. Il s'avouera parfois chrétien « en déroute », « paumé », au moment même où il « virera » à gauche et se mettra à utiliser, peu ou prou, l'instrument marxiste, dans son syndicat ou dans son parti. C'est alors qu'il projettera facilement, sur sa nouvelle pratique politique ses habitudes religieuses : il aura tendance à sacraliser la classe ouvrière, il privilégiera les actions de type individuel, il se méfiera de l'organisationnel qu'il qualifiera de « bureaucratique ». Il radicalisera l'intervention verbale, il pourra se comporter en puriste, voire en sectaire

dans l'action quotidienne et dans les rapports avec ses partenaires. Il choisira volontiers les fronts de lutte dits « secondaires » où l'on peut dialoguer avec « le frère immigré » et faire avancer des relations plus interpersonnelles. Il posera, en général mal, ou maladroitement, le problème politique du pouvoir. Bref, sa pratique « marxiste » sera fortement teintée de résurgences religieuses idéalistes.

Ce type de comportement n'existe pas, bien entendu, à l'état pur. Mais il est présent, plus ou moins, chez de nombreux chrétiens, politisés sans être encore devenus réellement marxistes. A l'extrême, ce sera tel candidat du PS, chrétien de gauche qui déclarait : « Ma foi est une affaire privée, mon engagement politique n'a rien à voir avec. » Ce sera tel travailleur qui se trouvera à l'aise au PCF, parce que ancien de l'ACO, il veut

préservé coûte que coûte la distinction des plans entre temporel et spirituel, foi et politique, tel qu'il l'a reçu de sa formation antérieure. Ce sera tel membre du PSU, paroissien contestataire, qui poussera son curé à substituer des sermons « de gauche » parce qu'il en a assez d'écouter des sermons « de droite » ! Ce sera, autre conséquence d'une attitude idéaliste, ce chrétien d'extrême gauche venu des classes moyennes au combat ouvrier, qui rejette dans les ténèbres extérieures les masses chrétiennes demeurées dans le giron de l'Eglise et qui les méprise parce qu'elles ne sont pas radicalisées !

L'idéalisme demeure menaçant

Il existe une autre attitude. Plus « dialectique ». On la découvre là où ce n'est plus la référence religieuse qui détermine l'action politique, mais bien la pratique sociale qui entraîne une réflexion sur les phénomènes

entre nous pour vous



débat sur les nationalisations

I. — Le poids du PCF

et les manœuvres du patronat

Le samedi 15 janvier a eu lieu une réunion de discussion sur les nationalisations à laquelle participaient des camarades d'entreprises nationalisables ou déjà « nationalisées ». Etaient représentés les PTT, la SNCF, EDF, Renault, la CII, Thomson-CFS, Roussel-Uclaf, Dassault. Il s'agissait, avant d'entamer un débat au fond, d'envisager comment le problème des nationalisations est ressenti dans ces entreprises nationalisables.

Thomson-CSF : La patronat filiale à tout va et organise une sous-charge dans certaines usines (à la CSF Laval). L'embauche est bloquée partout. La restructuration continue notamment dans la branche informatique : fermeture de certaines usines de composants (ainsi celle de Dijon) et transferts en Espagne et au Maroc. Le débat sur les nationalisations existe peu. Les travailleurs manquent de combativité et attendent un peu de voir comment ça se passe. A la CFDT, le thème des nationalisations est discuté uniquement dans une commission de cadres. Rien n'est fait pour donner envie aux militants d'en discuter. Le Parti socialiste fait diffuser un document de 35 pages sur le problème des télécommunications en France : peu de nouveautés dans ce texte.

Dassault : 15 000 personnes y travaillent dans douze usines. Cette entreprise est, elle aussi, en pleine restructuration. Toute la branche « productive » est peu à peu détachée de la société-mère : ainsi les secteurs études-prototypes et équipements. L'idée est de ne livrer, à une éventuelle nationalisation, que les usines de série. Un exemple de cette politique : la conclusion de l'accord Dassault-SNIAS-Douglas pour la fabrication du Mercure 200. Dassault risque de devenir un sous-traitant de la firme américaine Douglas puisqu'il lui a déjà vendu les plans de Mercure 100. L'influence du PCF est très forte. La CGT est structurée en ce sens pour une future nationalisation. Un technicien chargé de préparer cette échéance a été spécialement embauché au comité d'entreprise où la CGT est majoritaire. Au cours d'une conférence de presse pour la nationalisation de Dassault, des responsables du PCF lisaient le Programme commun. La CFDT commence à faire un effort pour la perspective des nationalisations. On sent très bien, qu'en cas de nationalisation, l'entreprise deviendrait vite un « bastion » du PCF. Cela explique pourquoi la CGC mène une très forte campagne contre les nationalisations, allant même jusqu'à proposer dans la boîte un référendum à ce sujet : pour ou contre ? Il n'est pas de tout évident, s'il avait lieu, que les travailleurs se prononceraient pour.

Roussel-Uclaf : Figurait dans les nationalisables du Programme commun. Depuis elle a été absorbée par le firme multinationale allemande

Hoesch. Là aussi le PCF « a mis le paquet » sur la nationalisation, notamment à Romainville où se trouve la plus grosse usine et le centre de recherche (neuf cellules du PCF dans cette unité). Le conseil municipal a organisé une réunion pour réclamer la nationalisation devant les portes de l'usine. La CGT, très structurée par le PCF, appuie évidemment. La CFDT et le PSU sont peu nombreux. A noter : le président du Conseil de surveillance de l'entreprise

est allemand. Le contrôle de Hoesch est de plus en plus important.

PTT : Il se passe les mêmes phénomènes qu'à la Thomson : filialisation, intervention des multinationales, démantèlement du secteur public. Le projet du PS ne répond pas à cette offensive puisqu'il propose de diviser la poste et de créer un grand secteur nationalisé des télécommunications. Nous pensons, au contraire, qu'il faut se battre pour l'unité des PTT afin d'empêcher que ces prises de contrôle du privé, irréversibles, ne soient accomplies. Cette bataille se retrouve au sein des syndicats où la répartition est la suivante : CGT : 40-45 % - CFDT : 18 % - FO : 22-23 %. Le débat sur les nationalisations traverse la CFDT : comment contrôler les grandes orientations dans les PTT ? C'est la question principale. Quel contrôle ouvrier dans les petites unités ?

Renault : La Régie emploie directement 100 000 personnes. Il y en a à peu près autant dans les filiales (au nombre de 300 touchant des domaines très divers : poids lourds, immobilier, machine-outils, technologie, fours solaires). La garantie de l'emploi n'est plus assurée. La régie se comporte de plus en plus comme une entreprise privée après avoir été

pilote en France pour l'action sociale (troisième puis quatrième semaine de congés payés). Les travailleurs ne sentent donc plus très bien ce que signifie le statut de régie nationale. Il y a actuellement une crise et une restructuration européenne de l'automobile. On s'oriente, en France, vers deux grands groupes : Renault-Saviem-Berliet et Peugeot-Citroën. Il y a des difficultés de gestion car les marges bénéficiaires diminuent (elles n'étaient que 2 à 3 % en 1975). L'objectif serait donc de « renationaliser » Renault car cela permettrait le contrôle de nombreux secteurs (puisque le poids-lourd, la machine-outils et la recherche sur le transport ont été dénationalisés). La CGT et la CFDT réclament donc une nationalisation de l'ensemble (filiales comprises). Pour l'instant seul le PCF fait feu de tout bois sur ce thème ; il est très implanté. Mais cette campagne a peu d'écho en dehors des militants de la CGT (qui représente 65 % des voix). Le problème à poser dans ce cadre : comment dans une entreprise gigantesque pouvoir favoriser l'intervention directe des travailleurs ?

EDF : Elle est comme les autres en voie de dénationalisation par la filialisation. Les capitaux, les compétences sont réinvestis dans le privé. L'exemple de Framatome est significatif. Par ailleurs, EDF favorise la mainmise des multinationales en les prenant comme fournisseurs exclusifs. Des secteurs entiers (ainsi l'entretien des centrales nucléaires, des lignes) passent au privé. Au niveau des possibilités d'intervention pour les travailleurs et les syndicats il faut savoir qu'il y a une représentation syndicale au conseil d'administration et des organismes paritaires consultatifs. Pour le PCF cette structure est satisfaisante. Il suffirait dans le cadre d'une nouvelle gestion de changer les grandes orientations, donc de revenir à une nationalisation du type 1945. La hiérarchie actuelle serait maintenue. Elle est défendue par la CGT. La CFDT a des positions antihierarchiques et se bat aussi pour un décloisonnement des organismes paritaires et leur ouverture vers l'extérieur. Mais le personnel très hostile à la filialisation se bat surtout pour le maintien des statuts actuels.

SNCF : La nationalisation n'est pas bien ressentie, car l'ancien statut de 1945 offre peu d'avantages. La SNCF est de plus en plus utilisée en faveur d'intérêts privés. Que changerait une nationalisation ? Il y a actuellement 280 000 cheminots. La direction actuelle maîtrise mal l'ensemble de ces services. Le PCF ne conçoit la gestion démocratique qu'à travers un remplacement des chefs en place. Il a entrepris une offensive en direction des cadres administratifs supérieurs. Face à cela la CFDT n'a pas de politique à opposer à celle de la CGT. Son bureau fédéral combat la gauche syndicale et prépare un virage vers le Programme commun.

Métallurgie 93 : Le problème sensible est celui de la machine-outil, en pleine phase de restructuration. La nationalisation est discutée au sein de la CGT (ultra-majoritaire).

(à suivre : prochain article : Le contenu des nationalisations.)

Membres du Secrétariat national

Pascal Gollet, Victor Leduc, Michel Mousel, Geneviève Petiot, Charles Piaget.

Membres du Bureau national

Gérard Akoun, Christian Berger, Huguette Bouchardeau, Jean-Claude Chamblain, François Dalbert, Serge Depaquit, François Desmoulins, Pascal Gollet, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Bernard Lechelon, Victor Leduc, Michel Mousel, Gérard Pallier, Geneviève Petiot, Charles Piaget, Gérard Pringot, Bernard Ravenel, Pierrot Régnier, René Schulbaum, Lucien Varague.

membres de la direction politique nationale

Akoun Gérard (75); Allée Jacqueline (75); Lesud Denis (92); Beasse Christian (44); Benoits Henri (75); Berger Christian (75); Berthiner Jean (69); Boisgibault Josette (83); Bouchardeau Huguette (42); Bourdet Claude (75); Bouyol Henri (84); Bultot Nicolas (25); Carré André (91); Chaillet Jean-Louis (78); Chamblain Jean-Claude (92); Craipeau Yvan (06); Cuny Bernard (25); David Jean (13); Demaldent Jean-Marie (92); Depaquit Serge (75); Desideri Jacques (80); Servant Michel (22); Duby Michèle (74); Etienne Michel (92); Fay Victor (75); Feldman Gérard (69); Ferrière Michèle (33); Fiant Michel (75); Fontaine André (75); de Fornel Michel (87); Galaup Jacques (22); Gay Yves (87); Gentes Marc (69); Ghisoni Dominique (69); Gillet Jean-Claude (17); Goldberg Léo (75); Gollet Pascal (75); Grobla Jean (75); Guerche Christian (94); Cévenne Jean-Claude (91); Guillet Michel (10); Guillien Maguy (93); Guilmin Pierre (54); Hercet Gilbert (75); Forestier Christian (74); Jayet Hubert (91); Jung Armand (67); Kowal Claude (91); Korinman Jean-Michel (75); Lamothe Jean-Louis (48); Laude Bernard (25); Lechelon Bernard (17); Leduc Victor (75); Letertre Lucien (72); L'Hostis Denez (44); Malherbe Louise (91); Marquis Gilbert (75); Mas Jackie (81); Montaigne René (59); Mousel Michel (75); Najman Maurice (75); Nègre François (31); Nicod Christiane (08); Pallier Gilbert (95); Perrin Guy (75); Petiot Geneviève (75); Piaget Charles (25); Picq Robert (58); Portman Colette (13); Pringot Gérard (95); Desmoulins François (92); Ravenel Bernard (75); Régnier Pierre (75); Réguer Paul (76); Rochebrune Baudoin (37); Roy Jean-Yves (53); Ryckeboer Edouard (95); Dalbert François (75); Sanchez José (75); Schulbaum René (52); Soullignac Pierre (71); Sparfel Jean-Yves (75); Soto Antoine (46); Sermet Jean (82); Turquan François (75); Varague Lucien (75); Verdier Bertrand (31); Vidal Gilbert (66); Wargny Christophe (76); Weidmann Claude (52).

Calais : pollueur et maître-chanteur

L'usine Tioxide de Calais est l'un des plus gros producteurs de bioxyde de titane en Europe. Elle emploie 600 travailleurs et pollue la mer, depuis de nombreuses années. Les marins-pêcheurs de Grand-Fort-Philippe, proche de Calais, en ont assez de pêcher des poissons nécrosés, de voir leur moyen de travail se dégrader chaque jour un peu plus. Ils ont décidé de porter « plainte contre X » pour pollution.

Depuis deux ans déjà, Calais et la région littorale jusqu'à Gravelines sont « remués » par ce qu'on appelle « l'affaire Tioxide ». Elle remonte à l'arrêté préfectoral qui autorise en 1962, la production de bioxyde de

peu de gaz sulfurique et un peu de poudre d'oxyde de titane, ce qui n'arrange pas la végétation environnante. Mais il y a surtout les rejets en mer qui chaque année représentent 230 000 tonnes d'acide sulfurique,



Photo AFP

titane (opacifiant pour peintures, vitrages...). Tioxide A., filiale de la Montedison, s'installe à Calais. En 1967, la production est de 25 000 tonnes; en 1971, en pleine production de 61 000 tonnes. Le 26 avril 1974, le préfet du Pas-de-Calais autorise à doubler la production et à construire une unité sulfurique.

les poissons empoisonnés

Quels sont les effets sur l'environnement? Les rejets aériens tout d'abord : les vapeurs contiennent un

15 000 tonnes de fer (sous forme de 140 000 t de sulfate de fer), 3 000 t d'oxyde de titane, 500 t de vanadium, 35 tonnes de zirconium, du mercure, du cadmium, etc... (chiffres de novembre 1974). Les conséquences ne se font pas attendre. Dès la fin 70, on trouve des poissons présentant des nécroses et des lésions. Le phénomène s'accroît et en 1974, les pêcheurs de Gravelines et Grand-Fort-Philippe s'alarment : le poisson est plus rare, brûlé par l'acide. A tel point que les pêcheurs rejettent jusqu'à 40 % de leurs prises à la mer. On procède à des analyses (Institut Pasteur de Lille) à la suite desquelles les

marins-pêcheurs déposent plainte contre X.

Entre-temps, leur activité est presque anéantie : 26 bateaux en 74, trois en 76 ! Les marins-pêcheurs sont financièrement soutenus dans leur action judiciaire par l'ADELFA (Association de défense de l'environnement du littoral Flandre Artois), regroupement de toutes les associations écologiques de la région, depuis les CAP (Comités antipollution) à orientation assez nettement autogestionnaire, jusqu'aux chasseurs d'oiseaux migrateurs et autres pêcheurs à la ligne. Cette action aboutit au 1^{er} octobre 1976 à l'inculpation de M. Jacques Gateaux, directeur général de l'usine. D'autre part, en décembre 76, le tribunal administratif de Lille casse l'arrêté préfectoral autorisant les rejets en mer. Mais ce jugement n'a pas d'effet suspensif.

Gateaux, qui, dans les années précédentes, avait multiplié les déclarations fracassantes sur le thème « nous ne polluons pas » se sent menacé. Sa propagande tous azimuts et surtout le chantage à l'emploi à l'intérieur de l'entreprise, ont amené, au cours de l'année 76, le personnel de l'usine et les syndicats (CGT largement majoritaire) à se solidariser avec lui. La municipalité PC-PS face à un énorme problème de chômage sur Calais, maintient une position du genre « mieux vaut une ville polluée qu'une ville avec des chômeurs » (déclaration de M. J. J. Barthe, député-maire PC). De l'autre côté, si l'on peut dire, le CAP, l'union locale CFDT, l'union régionale et le PSU insistent fortement sur la nécessité de défendre à la fois l'emploi (ouvriers de Tioxide et marins-pêcheurs) et l'environnement.

Dernièrement (21 janvier 77) Gateaux a appelé à un débat public, rameutant les cadres et les agents de maîtrise de toutes les « boîtes » de Calais. Le PSU a appelé à ne pas y participer, ainsi que le CAP et la CFDT. Les autres partis et syndicats ont boycotté, de fait. Des contacts vont avoir lieu, fin février, entre l'intersyndicale de Tioxide et l'ADELFA.

Par contre, une table ronde s'est tenue à Grand-Fort-Philippe organisée par les marins-pêcheurs, avec participation de l'ADELFA et de M^e Huglo, défenseur des marins-pêcheurs. Le PSU, invité, a appelé à un rassemblement de tous les travailleurs et de leurs organisations pour une défense globale de l'emploi de chaque groupe concerné et de l'envi-

ronnement de tous. Dans son intervention au nom du PSU, A. Lefebvre a souligné que les capitalistes menacent à la fois l'emploi et l'environnement et qu'il ne faut leur laisser la mainmise sur aucun. Le cadre de vie est aussi important que les moyens de vivre et réciproquement. Au cours de cette table ronde, les perspectives d'action n'ont guère été évoquées, mais c'est la première fois que le problème de l'emploi à Tioxide a été posé avec cette force par des écologistes.

le chantage...

En effet, la menace sur l'emploi des 500 ouvriers de Tioxide est à considérer. On sait, par exemple, que l'usine de Calais, bien que récente, ne correspond plus à la technologie de pointe. La direction pourrait tenter, en rejetant la responsabilité sur les défenseurs de l'environnement, de faire financer, par les subventions que l'Etat accorde pour la lutte antipollution, l'installation d'une usine plus moderne et moins polluante certes, mais en fait surtout plus rentable (et qui par exemple, « économiserait » des emplois !). Du reste, on menace d'implanter cette usine en Espagne; que cette éventualité soit sérieuse ou non, le bruit qu'on laisse courir peut être utile... Enfin, il n'est pas évident que cette nouvelle usine n'aggrave pas les conditions de travail à l'intérieur et cela doit être pris en compte.

Dans tous les cas, la direction de Tioxide joue sur l'incertitude où nous sommes de ses intentions pour faire pression sur son personnel et opérer éventuellement une restructuration capitaliste dans les meilleures conditions. Elle essaie d'opposer emploi et environnement, et demande aux travailleurs de choisir. En fait, il s'agit pour elle, soit de polluer impunément, soit de licencier impunément. On ne sait encore quelle est sa véritable intention. Et ce ne sont pas les structures comme le Comité d'entreprise qui suffisent à la démasquer. En tout cas, la solution est entre les mains des travailleurs de Tioxide qui ne sauveront leur emploi que s'ils se battent contre la pollution avec les autres travailleurs, et qui doivent tout faire pour obtenir l'information nécessaire sur leur entreprise et ses projets, sans faire confiance à leur patron.

Section PSU CALAIS ■

Lutte contre les voies express sur les berges de la Garonne à Toulouse un film disponible pour réunions-débats

« DETRUIRE DIT-IL »

super 8 mm, couleur, sonore, 29 minutes

réalisé par le Comité qui mène la lutte, pour servir à l'information des Toulousains, ce film peut servir à animer des réunions-débats sur les luttes urbaines contre les autoroutes et rocade, sur l'envahissement des villes par l'automobile et la nécessité des transports en commun.

LOCATION : 100 F par séance + port + 500 F caution
à : Comité de défense des berges de la Garonne
chez J. Savary, 6, rue de la Madeleine
31000 Toulouse

les exclus de l'intérieur

Ponia : main-basse sur nos frères

Chez Renault, à Billancourt, il y a trois semaines, plusieurs centaines d'immigrés ont arrêté les chaînes de montage 4L et R6. Ils exigeaient la réduction des cadences, une augmentation uniforme des salaires. La solidarité des autres travailleurs de Renault a été chichement assurée par des organisations syndicales (CGT notamment) qui ont préféré mettre en place des débrayages tournants plutôt que de s'appuyer sur les luttes des plus exploités. A la suite de cette action, plusieurs OS immigrés sont menacés de perdre leur emploi. On parle de compression de personnel...

Pour deux heures de grève dans une petite entreprise de l'Essonne, le patron menace 46 travailleurs. Cela se passait en décembre, entre la Noël et le Jour de l'An, dans la plus grande indifférence. Il est vrai qu'il s'agissait de travailleurs immigrés, portugais en majorité. Depuis la partie « production » de l'entreprise est lockoutée, seuls travaillent des techniciens, cadres et ingénieurs... français. Les tentatives de conciliation n'ont rien donné. Mais l'unification du soutien devrait contribuer à la création d'un rapport meilleur.

Des patrons de « droit divin », il en existe encore beaucoup, surtout lorsqu'ils appuient leur exploitation sur des immigrés. Rendue possible par la division de fait et de droit entre immigrés et Français, l'exploitation se montre plus féroce depuis que le contrôle de l'immigration (carte de travail, de logement et de séjour) s'est doté d'une structure politico-policière. L'Office national de l'immigration (ONI), avec l'accord des bourgeoisies en place dans les pays d'origine, joue parfaitement ce rôle.

opération « dégraissage »

D'ailleurs, il est de plus en plus clair que les premiers atteints dans les opérations dites de « dégraissage » (les compressions de personnel) ce sont maintenant les manœuvres et les ouvriers spécialisés. Pour ralentir la consommation, réduire le pouvoir d'achat, réduire la production, il fallait frapper les travailleurs français appartenant à ces catégories. Or, ceux-ci sont proportionnellement moins nombreux que leurs camarades immigrés. D'autre part, il était dangereux de toucher trop fortement à leur pouvoir d'achat. En revanche, s'attaquer à l'emploi immigré présente un triple avantage : la réaction ne peut pas être trop vive (expulsion) ; la solidarité, peu organisée par les syndicats, reste marginale ; la consommation est atteinte plus faiblement, une partie des salaires allant traditionnellement au pays d'origine.

En pénalisant cette fraction de la classe ouvrière, la bourgeoisie accroît

les divisions, met en place un processus qui, peu à peu, atteindra les travailleurs français, fait supporter sa crise aux pays du tiers monde « pourvoyeurs » de main-d'œuvre. Ce qui est donné ou concédé d'une main est repris de l'autre. A Lyon par exemple, la société d'enlèvement des ordures, de même que les bennes Maurel (contrôlée par une société américaine) évacuent ainsi des dizaines d'immigrés. A Lyon et un peu partout en France.

Ce durcissement généralisé à l'encontre des travailleurs immigrés, se

vérifie encore dans la lutte tenace, exemplaire, menée autour des foyers Sonacotra, foyers, faut-il le rappeler, construits avec des fonds sociaux non distribués aux immigrés. Les derniers jugements rendus en matière de saisies-arrêts sur les salaires sont plus qu'inquiétants. En Seine-saint-Denis, la justice ne suit pas l'exemple de celle du Val d'Oise : elle veut donner raison à la Sonacotra alors que cette dernière n'est toujours pas poursuivie malgré la plainte déposée il y a de nombreux mois par l'ensemble des foyers ; alors que les dix-sept délégués, illégalement expulsés ne peuvent pas revenir en France reprendre leur travail et leur combat. Faudra-t-il que ceux-ci rentrent malgré la police, malgré la justice, sous la protection des travailleurs immigrés et français pour qu'enfin le dossier soit ouvert ?

Autour de cette lutte qui rassemble

massivement les résidents, le soutien est trop faible. Pourtant, là aussi, les travailleurs immigrés, par leur résistance opiniâtre, non seulement participent à la lutte pour le contrôle populaire et l'autogestion, mais ouvrent la voie à des actions plus larges sur le logement (loyer, charges, locaux communes, budget culturel d'immeuble, etc.). Tout au long du mois de février, les résidents des foyers Sonacotra vont défiler devant les tribunaux français, banderoles de lutte en tête. Et le 15 mars, passé l'hiver, le pouvoir pourra les faire expulser des chambres, première étape vers une expulsion hors du territoire.

Dans cette dernière mise en scène, il pourra faire fonctionner les prisons clandestines, comme celles d'Arcen à Marseille, affaire à propos de laquelle on se montre bien silencieux, tant du côté de l'Etat (c'est normal) que du côté des organisations politiques et syndicales de gauche (ce qui ne l'est pas du tout).

d'une interdiction l'autre

Des prisons, il en faudra, car le régime complète l'impressionnant arsenal juridique de répression par la réactivation d'un décret loi de 1939 permettant le contrôle et la dissolution d'association dirigée par des « étrangers ». Cette loi oblige les associés à déposer la liste de leurs adhérents. Déjà, l'organisation des communistes africains (OCA) a été dissoute. Une association des amis des communistes africains s'est constituée, avec comme président l'agronome de renom international René Dumont. Des foyers d'Africains ont été visités par la police, d'autres sont menacés de l'être bientôt. Des associations de Camerounais, Sénégalais, Maliens, du Mozambique sont dans le colimateur de Poniatowski. D'autres y entreront si...

Si la lutte n'est pas activement menée sur tous les fronts. A un autre niveau une autre bataille se déroule, celle en faveur de l'organisation de conseils de travailleurs immigrés élus, auprès des municipalités. Les militants du PSU et leurs amis s'efforcent de faire inscrire cette revendication dans toutes les communes, en s'appuyant sur la charte élaborée par le parti. Car les bonnes intentions déclarées ici et là sont très nettement insuffisantes pour faire aboutir cette élémentaire exigence démocratique.

Michel CAMOUIS ■



Photo Adja

et pourtant elle tourne...

affaire Claustre : Français, si vous saviez...

Libérés, au repos, les Claustre gardent encore le silence, tandis que chacun attend la publication — promise par l'Elysée — de « l'ensemble du dossier ».

La grande opinion publique, travaillée au corps par les présentateurs-commentateurs des radios et de la télé, d'ordinaire si fidèles au pouvoir et si prompts à justifier la moindre de ses bévues, peut donc elle aussi s'apaiser.

La « plus longue prise d'otages de l'histoire » est terminée : une femme, une chercheuse — doublement « innocente » donc — une Blanche abandonnée à sa solitude et à son dénuement dans un désert hostile, retrouve enfin sa liberté grâce à un affreux et dernier maquignonage dont on ne peut dire qui en tire le plus d'avantages ou de désagréments, de Paris, de Tripoli, ou des guérilleros toubous maintenant dirigés par Goukouni, le fils de leur chef... traditionnel.

le temps du Père Bugeaud

On retrouve, dans cette vision optimiste véhiculée tout au long de « l'affaire Claustre » une bonne partie des stéréotypes à travers lesquels les Français voient trop souvent l'Afrique et le rôle qu'y joue encore la France. S'ils connaissaient pourtant le dessous des cartes, ils se seraient épargnés ces longs plaidoyers dans le style « ne touche pas à la femme-

blanche », ou « y-a-qu'à-refaire-l'opération-Entebbe »... Ils réaliseraient que, loin d'avoir été « sauvée par l'opinion publique » — comme s'acharnent à vouloir le faire croire les journalistes

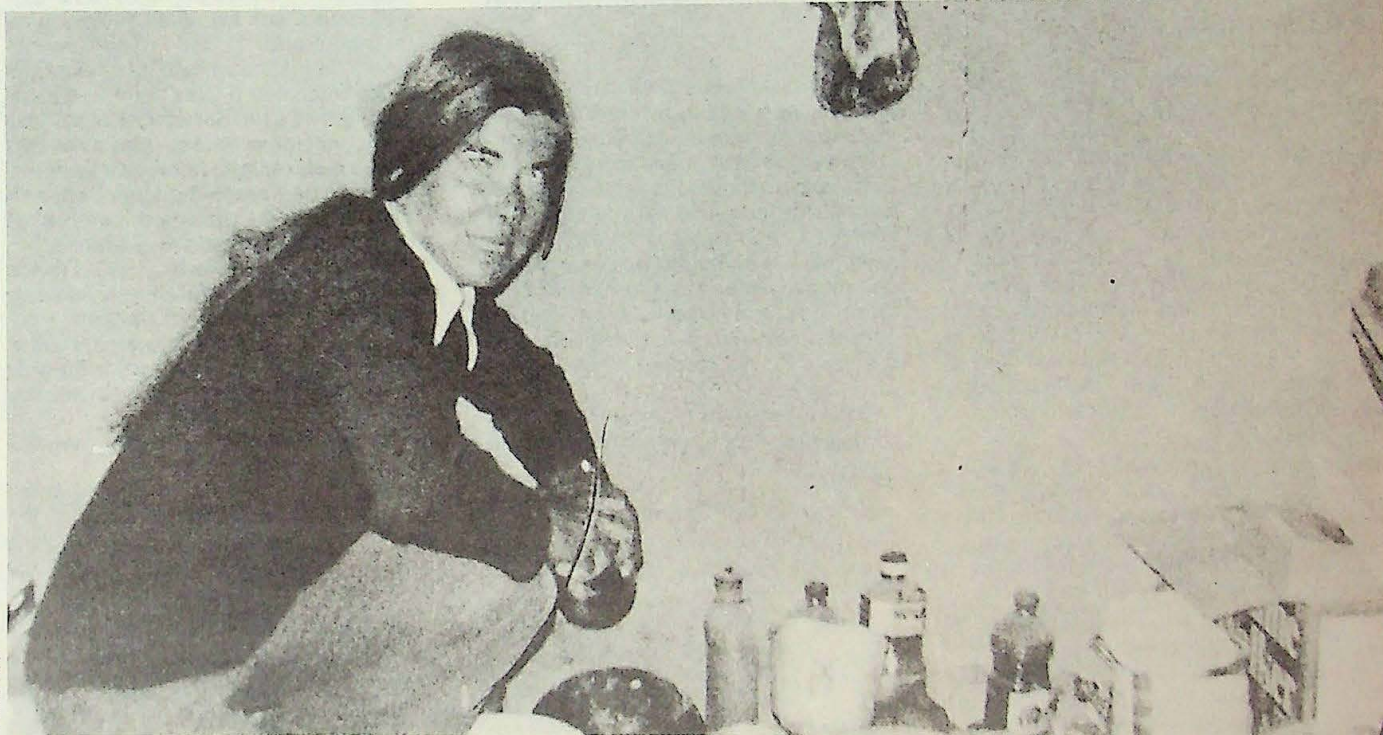


Photo AFP

Alfonso Sastre expulsé de France

Alfonso Sastre, auteur dramatique parmi les plus célèbres d'Espagne, traducteur de Jean-Paul Sartre, en espagnol, a un premier tort, celui d'être le mari de Eva Forest, qui croupit dans les prisons d'Espagne, depuis de longues années.

Il s'apprêtait précisément à présenter à Saint-Jean-de-Luz, le nouveau livre : *Témoignages de lutte et de résistance*, écrit par Eva, depuis sa cellule de Yserias.

Il n'en fallait pas plus, à Michel Poniatowski, tout dévoué à la police espagnole, pour expulser l'écrivain.

Il est vrai que celui-ci, s'était permis de participer à une grève de la faim à Noël dans la cathédrale de Bayonne, pour manifester sa solidarité avec les Basques arbitrairement gardés à vue à l'île d'Yeu. ■

et politiciens de divers bords qui ont fait campagne pour sa libération — les flots de prose émue ou irritée n'ont fait le plus souvent que retarder l'heure de la libération et augmenter le montant de la « rançon » à payer (qu'elle soit en armes, en espèces, ou en concessions politico-économiques). Ils ont certes contribué à mettre en difficulté sur cette question un Giscard qui n'a pas, sur l'Afrique, une expérience et un savoir-faire de tranquille ; il fallait voir la gauche française et la droite battante se donner le mot pour tancer le président et son entourage, dauber sur ses incartades, suggérer le recours à quelque coups de main, au lieu de se conduire — face à « cette bande de loqueteux » commandé par « ce petit brigand toubou » (Jean Dutourd, *France-Soir*, octobre 1975) — comme si la France « n'en avait plus » ! Quelques centristes présidentiels ont bien tenté de rappeler « qu'on n'en était plus au temps du Père Bugeaud », et que le nœud d'intérêts et de raisons d'Etat contradictoires enveloppant les époux Claustre était autrement délicat à dénouer. Mais seuls les communistes et l'extrême gauche pouvaient l'expliquer sans complexes (mais aussi sans

moyens de se faire vraiment entendre), sachant dans quel piège le gouvernement français se trouvait pris, par sa faute bien sûr.

la « filière française »

Cette « faute » est surtout historique ; elle tient aux modalités d'une décolonisation manquée. Un rapide retour sur quelques-uns des principaux protagonistes de cette histoire — côté français tout au moins — permet de s'en rendre compte. Françoise Claustre d'abord : oui, c'est bien une ethnologue ; oui, elle menait des recherches sur les peintures rupestres au Tchad ; oui, elle était munie des autorisations nécessaires pour se déplacer dans le nord du pays. De tous ces points de vue — qui sont ceux sur lesquels la presse a toujours insisté pour

français au Tchad, a dit en octobre 1975 que l'ethnologie n'aurait jamais dû se rendre à Bardaï, au Tibesti, « car elle savait les risques qu'elle courait » ; quant au général Malloum, qui a succédé au président Tombalbaye à la tête de l'Etat tchadien, il a affirmé que Françoise s'est en quelque sorte « constituée elle-même prisonnière » en allant au Tibesti...

La Française tranquillement occupée à des travaux scientifiques ? Trop facile. Dans un pays occupé militairement, économiquement et administrativement — au point qu'on a pu parler, pour le Tchad, à partir de 1968, de « re-colonisation » — chaque ressortissant français, quelles que soient ses activités, fait partie aux yeux d'une partie des Tchadiens d'un dispositif plus global. C'est si vrai que le Dr. Staewen, un médecin allemand également amené en otage par les

expliquer sa présence dans la sous-préfecture du Bardaï — elle était « innocente », et vouée à un rôle de victime. Mais il faut aller loin. Les autorisations ? Quiconque a vécu dans une « néo-colonie » africaine sait bien comment elles sont établies et ce qu'elles valent. Au Tchad, plus encore que dans les autres Etats d'Afrique francophone, l'armée et l'administration françaises dirigeaient directement le pays au moment de l'enlèvement : la « filière française » est efficace, et la solidarité entre Blancs bien réelle. Au surplus, pour Françoise Claustre, épouse du chef de la mission de réforme administrative française au Tchad (MRA), la question ne se posait même pas. Ces histoires de papiers ont d'ailleurs été balayées en quelques mots par deux hommes qui savent de quoi ils parlent : le général Cortadellas, ancien chef du corps expéditionnaire

toubous, a été relâché sans grand problème, après que les autorités allemandes aient payé une rançon, tandis que les marchandages concernant les Claustre donnaient lieu aux complications que l'on sait. C'est encore plus vrai lorsque la « prise » des guérilleros toubous se trouve être l'épouse d'un des principaux responsables de la politique de coopération franco-tchadienne. L'ethnologue, sagement tournée vers l'étude du Moyen Age toubou ? Là encore, c'est un peu court. Bien sûr, Françoise Claustre ne faisait aucun mal « en soi », mais elle se rattachait à tout un système de recherches « africanistes » qui n'a pratiquement pas évolué depuis la décolonisation : à peu de choses près, les mêmes patrons font poursuivre par les mêmes organismes une politique de recherche toujours aussi indiscrète pour les

Le groupe d'étude de la réalité péruvienne (CEDETIM) et le groupe audiovisuel anti-impérialiste (UDIOPRADIF) organisent une projection-débat du film *Pérou, la fin d'un mythe* d'Alain Labrousse, le jeudi 17 février, à 20 h 10, rue de Lancry, Paris (10^e).

pays où elle s'exerce, toujours aussi peu soucieuse de former des scientifiques nationaux, et encore en grande partie tournée vers les disciplines « ethnographiques », le tout en étroite collaboration avec les autorités locales — et éventuellement françaises, comme c'est le cas au Tchad — ce qui leur enlève beaucoup de leur « neutralité ».

Le feu aux palmeraies

Le cas de Pierre Claustre est plus compliqué ; et il explique en grande partie le sort qui a été réservé par les Toubous à son épouse. En 1968, alors que le régime du président Tombalbaye était porté à bout de bras par la France, et directement menacé par une rébellion qui exerçait sa pression jusqu'aux portes de la capitale, la France a envoyé au Tchad un corps expéditionnaire chargé de « ratisser » les zones contestées ; mais le général de Gaulle a subordonné cet appui militaire à l'acceptation d'une profonde réforme administrative dont les Français auraient la responsabilité, et qui devrait aboutir dans la pratique à redonner aux chefferies traditionnelles, si courtisées sous la colonisation française, le rôle que Tombalbaye leur avait enlevé. Le premier chef de la mission de réforme administrative (MRA) ainsi constituée a été l'ex-gouverneur Lami, un spécialiste de l'ancien Tchad. De son réseau de « concessions » — des antennes établies dans tout le pays auprès des autorités administratives locales, avec postes-émetteurs, véhicules, etc. — la MRA surveillait tout, conseillait tout le monde. Lorsque l'infanterie de marine du général Cortadellas a remplacé la Légion étrangère, considérée comme un peu « dure », M. Lami a été remplacé par Pierre Claustre à la tête d'une MRA dont les autorités tchadiennes, soucieuses d'une tardive recherche « d'authenticité », voulaient diminuer le rôle. Les entreprises débridées de cet administrateur peu soucieux des formes et qui était prêt à prendre tous les risques pour sauver sa femme, ont surtout compliqué les négociations. « *Lorsqu'on est un citoyen français, a même affirmé en octobre 1975 le général Cortadellas à son propos, on ne va pas rendre à des rebelles des armes que le gouvernement (NDRL : français) leur a fait prendre au prix de trente-cinq tués il n'y a pas trois ans.* »

Pour ce qui est de l'armée française, il faut savoir qu'elle s'est conduite sans tendresse dans ce pays, où elle a expédié la « crème » de ses troupes coloniales : la Légion étrangère d'abord, qui a pratiqué une tactique de la « terre brûlée », inondant de napalm les palmeraies — ce

qui, dans un désert, tient vraiment de la honte et de l'horreur ; l'infanterie de marine ensuite, qui a gardé de l'Indochine son surnom de « détrousseurs ». Il y avait, il y a toujours aussi l'assistance technique militaire, dont le « meilleur » représentant reste encore le commandant Camille Gourvenec, le chef actuel de la police politique tchadienne. Le commandant Galopin, sur lequel on verse aujourd'hui tant de pleurs (et qui semble effectivement être mort dans des conditions atroces), était l'adjoint de Gourvenec au Tchad ; sa désignation comme négociateur par Tombalbaye et le gouvernement français avait été reçue par les Toubous comme une véritable provocation, car il était le principal artisan de la politique de



Photo AFP

« réconciliation » (c'est-à-dire de division des Toubous), et avait laissé le souvenir d'un policier énergique, trop énergique...

Mais bien sûr, comme vient encore de le rappeler le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), « *qui donc a évoqué en France le sort des milliers de Tchadiens victimes directement de son impérialisme* » ? Le calvaire de Françoise Claustre a été

l'arbre qui cache la forêt. Et il n'y aurait pas eu de calvaire si un vrai bon trait avait été tiré sur la politique coloniale de la France. A travers le peu qu'ils ont dit depuis leur retour, les époux Claustre — qui font grand cas désormais des « révolutionnaires toubous » — l'ont perçu à leur manière... et à leurs dépens.

Ph. MARIÉLIE ■

Le coup de Prague

« L'étude de la technique du coup de Prague peut servir, non seulement à ceux qui rêvent à leur tour d'instaurer un régime marxiste totalitaire, mais aussi à ceux qui souhaitent défendre en toute lucidité les perspectives d'un progrès social associé aux libertés démocratiques. »

François Fejtő éclaire donc par cette dernière phrase, qui conclut son étude, le regard qu'il a porté sur la prise du pouvoir en Tchécoslovaquie par le Parti communiste. Il n'ose pas être plus précis. Mais ses rappels répétés de la volonté du PC tchèque de suivre « une voie tchécoslovaque vers le socialisme », les précisions apportées en annexe sur les jugements portés par le PCF sur le coup de Prague, et l'interprétation très restrictive qu'il donne de ces événements sonnent comme une mise en garde permanente à tous les Français : si vous n'y prenez garde, voyez ce qui vous attend.

François Fejtő souscrit entièrement à la thèse selon laquelle « le poids croissant des facteurs internationaux dans la politique intérieure [en Tchécoslovaquie] constitue l'un des facteurs principaux, sinon la principale source de la crise politique tchécoslovaque et, par conséquent, du coup de Février 1948. Personne ne peut nier les contre-coups du jeu des grandes puissances sur la nature du régime si ce n'est la survie de cette nation créée sur les ruines — récentes — de l'empire austro-hongrois. La capitulation de Munich, rayant la Tchécoslovaquie de la carte, traumatisera toute la génération des dirigeants protagonistes du « coup de Prague ». L'Allemagne restera, après sa défaite, adversaire principal et, en conséquence,

la Tchécoslovaquie ne pouvait survivre que sous la protection de l'URSS. Le Front national, regroupant tous les partis qui n'avaient pas collaboré avec le nazisme, n'aurait pu voir le jour qu'avec la bénédiction des futurs vainqueurs de l'Axe. Enfin, le rideau de fer qui commençait à tomber en cette fin d'année 1947 ne pouvait, par on ne sait quel hasard, rester suspendu au-dessus de la Tchécoslovaquie, laissant la quadrilatère de Bohême — dont l'auteur semble ignorer l'importance stratégique — à l'écart de la division forcée de l'Europe.

Cette argumentation « internationaliste » peut se retourner contre la thèse de l'auteur. Au lendemain de la guerre, le PC tchèque est de loin la première force politique du pays. Il a recueilli 38 % des voix aux élections. Il s'est assuré sans grandes difficultés le contrôle de la centrale syndicale unique. A l'inconsistance des autres partis il est le seul à opposer une organisation ancienne et sérieuse. François Fejtő reconnaît lui-même que l'ensemble de ses atouts permettent au PC tchèque de détenir dès 1945 la majorité des leviers de commande. Plus même, affirme l'auteur : s'il ne prend pas le pouvoir dès ce moment, comme l'aurait souhaité une grande partie de ses militants, c'est parce que Moscou s'y oppose. La faiblesse du livre saute ainsi aux yeux. Le « coup de Prague » est-il un

ordre de Staline ou répond-il au rapport de force qui existait en Tchécoslovaquie même ? Peut-on reprocher au PC tchèque d'avoir pris le pouvoir surtout si pour ce faire il n'a eu besoin que de montrer les dents sans même violer franchement la légalité ? Le livre décrit abondamment l'hypocrisie, quand ce n'est pas la trahison des dirigeants staliniens face à l'impotence des chefs « démocrates » qui se raccrochaient avec aveuglement à l'ultime rempart qu'aurait donc en fin de compte dressé le président Benès. Mais du rôle des masses populaires, de leurs aspirations profondes, de la puissance et des moyens de la bourgeoisie, on ne sait rien. Tout au plus l'auteur doit-il admettre que les seules manifestations d'envergure pendant le « coup » ont été dirigées contre les adversaires déclarés du PC. Le peuple de Tchécoslovaquie semblait donc souhaiter le socialisme, même s'il a par la suite rejeté le régime qui lui était imposé, comme la suite des événements l'a amplement prouvé. Mais peut-on, comme le fait François Fejtő réduire ainsi l'analyse de la prise du pouvoir par le PC tchèque à une lutte entre un appareil totalitaire entièrement soumis à Moscou et une poignée de démocrates naïfs abandonnés par l'Occident ? Et surtout, sous-entendre que trente ans plus tard, si un quelconque PC arrive à participer à une coalition au pouvoir, les mêmes causes produiront les mêmes effets ?

Michel TICHNIKOV ■

(1) François Fejtő, *Le coup de Prague, 1948*, Paris, éd. du Seuil, 1976, coll. « L'Univers historique », 39 F.

« je suis homosexuel » : deux mois de prison

Alain L. a comparu devant le Tribunal correctionnel d'Amiens, le 2 février, pour « outrages publics à la pudeur ». Son « crime » : il est homosexuel. Il raconte.

Quelques mots, d'abord, de l'ambiance qui régnait dans le prétoire : foire sinistre, théâtre dérisoire et messe basse pour assistants cyniques ; une scène à la Daumier. Les juges assoupis, absents, marmonnent entre leurs dents. Ils fonctionnent mécaniquement, imperturbablement ; c'est la routine, le pain quotidien des chambres correctionnelles. Les affaires sont expédiées, rien ni personne ne semble écouté, pas plus les charges du procureur que les rares plaidoiries des avocats, et surtout pas les prévenus qui n'ont jamais la parole. Des avocats vont et viennent, parlent sans vergogne à mi-voix. Tout le monde se moque de ce qui est en jeu ici sauf, bien sûr, les accusés qui, eux, paient de leur liberté ou de leur argent.

Argumenter face à ces figurants indifférents ou hostiles. A quoi bon ?

J'essaie d'expliquer que je n'ai pas choisi ce type de conduite, qu'il s'est imposé à moi avec force et de manière contraignante, qu'en raison des souffrances qu'il m'occasionnait j'ai entrepris, il y a plusieurs années, un processus psychanalytique mais que, quoi qu'il en soit des singularités d'une histoire individuelle, on ne peut considérer tout cela seulement du côté du sujet et parler d'aberration, de pathologie. Ces actes ont une signification et renvoient au statut social de la sexualité, aux rapports de force qui la traversent, à la modalité sous laquelle est vécue aujourd'hui l'homosexualité, c'est-à-dire, trop souvent, comme drame, ce qui conduit, chaque année, des centaines de jeunes au suicide (j'ai moi-même perdu ainsi un de mes frères), à l'agressivité ou au rejet de la part des hétérosexuels.

Puis, j'insiste sur la situation historique et sociale de toute définition d'un délit. Michel Foucault nous a rappelé que la Justice, qui, en matière de sexualité, ne s'est occupé, jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, que des crimes énormes, investit — et dans un mouvement simultané avec la psychiatrie — le quotidien des menues perversions et des outrages mineurs. Cela correspond, nous dit-il, à un nouveau type de fonctionnement du pouvoir qui s'est donné pour tâche de « gérer » la vie, ce qui implique une normalisation des conduites sexuelles, la mise en place de techniques de micro-pouvoirs sur les corps.

Quoi qu'il en soit des « résultats » de la « cure » psychanalytique entreprise, j'affirme enfin que je place l'essentiel de mon espoir dans une révolution ou une transformation radicale du système politique, susceptible de mettre

un terme à cette répression des désirs minoritaires et de reconnaître le droit au bonheur à ceux à qui il est, aujourd'hui dénié.

J'indique qu'un changement des mentalités se dessine, qu'une tolérance réelle existe et que divers projets de réforme du code pénal en tiennent compte.

Mais, depuis un moment, les juges ne m'écoutent plus, et manifestent leur lassitude.

« Faites ça chez vous »

Le procureur se déchaîne alors, en un sermon digne de l'Inquisition ; on y voit, d'ailleurs apparaître l'image du bûcher : « J'ai chez moi un livre qui raconte comment le père Untel, prêtre, a été brûlé vif au XVIII^e siècle pour homosexualité. » On y voit aussi apparaître tous les fantasmes de la paranoïa anti-homosexuelle : « Vous, les gens du FHAR (à aucun moment, je n'ai fait allusion aux groupes homophiles actuels ou défunts), qui défilez de la République à la Nation, le libéralisme avancé vous a fait un cadeau magnifique : il a abaissé la majorité à 18 ans, ce qui vous permet maintenant de séduire, en toute impunité, de malheureux adolescents sans défense... J'attendais de vous que vous manifestiez la volonté de vous transformer et voilà que vous nous faites l'apologie de l'homosexualité et de l'exhibitionnisme. »

Son seul recours est de caricaturer mon discours en le tirant à l'excès et en lui faisant dire ce qu'il ne disait pas. Il n'hésite pas à manier l'ironie de manière obscène à propos des détails de l'affaire ; ce qui provoque chez les avocats présents des ricanelements d'aise. Puis tout y passe, la fillette devant qui un homme s'est exhibé, etc. Enfin, les conclusions péremptoires : « Faites donc ça chez vous ou allez à Paris, il y a des endroits spécialisés pour ça. Vous êtes un malade, vous devez suivre un traitement mais il faut aussi vous dissuader par une peine sévère. »

« L'agresseur, c'est vous ! »

Mon avocat intervient à son tour : « Messieurs, on se croirait aux Assises ou à l'église. Nous venons d'entendre là un sermon digne d'un dominicain du XIV^e siècle. De grâce, nous ne sommes plus au Moyen Âge, nous jugeons des faits, et des faits minuscules, qui ont un impact moral

disproportionné avec leur matérialité. Quittons donc le terrain moral, quelle que soit la manière exemplaire avec laquelle, Monsieur le Procureur, je ne doute pas que vous meniez votre vie privée. »

Il continue : « Il est inadmissible qu'à partir d'actes isolés de la vie d'un individu par ailleurs parfaitement normal, on veuille le ranger dans la catégorie des « malades » et enfermer l'ensemble de sa personnalité dans l'univers de la déviance et de la pathologie. »

A ce moment, j'éclate et à l'adresse du procureur, je lance : « L'outrage à la pudeur, c'est ici qu'il a lieu, c'est

vous qui le commettez, c'est moi qui en suis la victime et qui suis agressé. » Le procureur bondit, raide comme la justice : « Monsieur le Président, j'ai proposé le huis-clos, l'accusé et son avocat l'ont refusé... »

En s'appuyant sur les rapports du groupe de travail mis en place lorsque M. Taittinger était Garde des Sceaux, mon avocat plaide pour une peine de principe avec sursis assortie du contrôle du traitement en cours.

Délibéré : ce sera le plus long de l'audience : 50 secondes !

Deux mois de prison avec sursis.

Alain ■



Douai : une affaire grave

Melle Claude Joly, juge d'instance à Douai, traduite devant le Conseil supérieur de la magistrature, c'est une affaire grave et significative.

Le pouvoir reproche, en fait, à Claude Joly le sens de ses jugements dans les affaires soumises au tribunal d'instance, c'est-à-dire dans cette masse de petits conflits où l'on retrouve en fin de compte au niveau de la vie quotidienne la lutte entre la bourgeoisie et les classes populaires : saisies, traites non payées, expulsions, et aussi tous les petits délits que les juristes qualifient de contraventions.

En s'attaquant au travail de Claude Joly dans ce domaine, ainsi qu'à son activité antérieure au tribunal pour enfants, le pouvoir montre assez ouvertement ce qu'il attend des magistrats : défendre en toute occasion les intérêts moraux et matériels de la bourgeoisie. Une minorité de plus en plus forte refuse de jouer ce rôle et pose les problèmes de la justice en partant des réalités vécues par la masse des justiciables et en liaison avec les luttes menées à l'extérieur de l'appareil judiciaire. Tous les militants autogestionnaires sont concernés par ce combat.

C'est pourquoi la section PSU de Douai assure Claude Joly de son entière solidarité et appelle à soutenir l'action du Syndicat de la magistrature.

Section PSU de Douai ■

les armes de la critique

Jacques Echantillon

la parabole et l'exil

Jusqu'à fin février le Théâtre de Paris accueille la troupe des Tréteaux du Midi qui, sous la direction de Jacques Echantillon, vient présenter deux très beaux spectacles : *Jésus II* de Joseph Delteil et *Splendeur et mort de Joaquim Murieta* de Pablo Neruda.

Pour cette troupe, le théâtre doit être un travail d'équipe :

« On ne peut pas faire de bon théâtre si l'on n'est pas une troupe solide et prête à tout, explique Jacques Echantillon. Chez nous, les rôles distribués à chacun sont multiples. Un acteur n'est pas qu'un acteur et, très souvent, les techniciens montent sur scène pour jouer. »

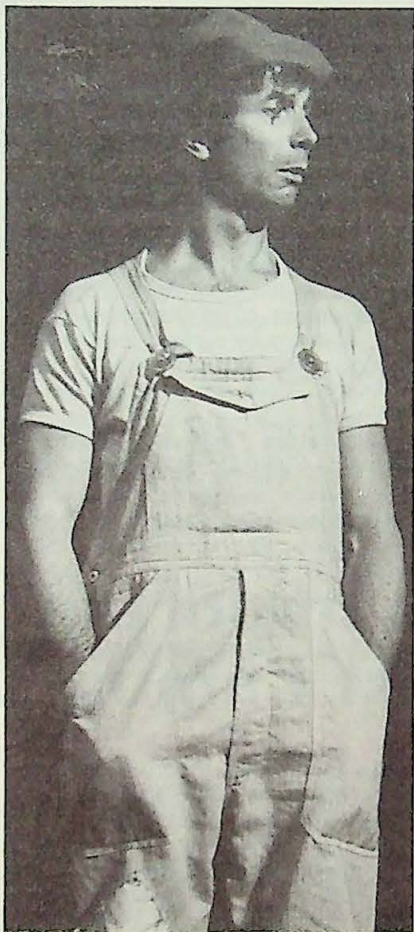
Cette équipe, Echantillon l'a installée dans le Midi, sur cinq départements du Languedoc-Roussillon :

« Nous avons toujours eu des spectacles qui s'adressaient à un large public ; à un public populaire. Le Languedoc-Roussillon s'est trouvé être un terrain particulièrement réceptif à ce genre de théâtre. Nous ne demandons qu'une chose : aller à la rencontre des gens, les connaître, leur parler. A Paris, c'est impossible, dans le Midi il nous arrive souvent d'organiser des débats autour des spectacles proposés. »

Echantillon vit la décentralisation à fond. Il a trouvé un langage qui va droit au cœur de son public : Delteil et Neruda, la parabole et l'exil.

Nomade perpétuel, Echantillon rencontre chaque semaine un monde nouveau où des gens l'attendent. Il rencontre aussi de nombreux problèmes :

« Les élus locaux ne comprennent pas toujours l'importance du théâtre... Alors ils refusent de nous aider ! Nos frais sont énormes et les subventions de l'Etat ainsi que celles des



Jacques Echantillon dans *Splendeur et mort de Joaquim Murieta* de Pablo Neruda.

villes et conseils généraux de la région couverte ne sont pas suffisantes. Mais nous avons obtenu des promesses... attendons ! »

Jacques Echantillon croit beaucoup à la décentralisation. Il veut « aller chercher le public là où il se trouve » et lui offrir des textes qui le concernent, esthétiquement et politiquement.

Comment la capitale réagira-t-elle ? On ne sait pas. Jacques Echantillon sait que ce passage par Paris est nécessaire à la fois pour contacter un « nouveau » public et pour attirer l'attention sur ce qui se passe dans « leur » Midi.

« Il faut nous décentraliser sur Paris », dit-il en éclatant de rire. Talent et bonne humeur. Deux raisons suffisantes pour courir voir les spectacles les Tréteaux du Midi.

Fabian GASTELLIER ■

TOUR DE FRANCE RETRO

Jolie et bonne idée que d'avoir réédité un livre qui cette année fête son centenaire. *Le tour de la France par deux enfants* (écrit sous le nom de G. Bruno par la femme du philosophe Alfred Fouillée, maître de conférence à l'École normale supérieure) a connu au fil des années, un succès populaire considérable. Attaqué par la droite en 1880 et défendu par Jules Ferry, il fut le livre de lecture courante dans les écoles publiques jusqu'en 1914. Il influença et inspira Selma Lagerlof pour son célèbre *Voyage de Nils Olgerson* ; l'auteur breton P.-J. Helias qui vient d'écrire *Le Cheval d'orgueil* raconte que, durant les années 1920, en Bretagne, ce « tour de France » reçut la faveur des écoliers.

Le lecteur de 1977 prendra connaissance avec intérêt de la postface adjointe à cette réédition : il est noté que cet ouvrage centenaire, attaqué par la gauche en 1905 après le vote de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, fut amputé de plusieurs chapitres sur la religion et les batisseurs de cathédrales...

Livre de morale et patriotique ? Oui... mais aussi, pour l'époque, un étonnant et extraordinaire voyage en

France, au fil duquel le jeune lecteur apprit la géographie, l'histoire, les grandes inventions du siècle, la culture régionale et populaire...

Livre rétro ? Peut-être... mais ce livre aux « deux cents gravures instructives pour leçons de choses » devrait être consulté par beaucoup d'entre-nous... à l'heure où « tout fout le camp... », un petit retour aux sources, cela peut être tonique ! ■

G. Bruno, *le tour de la France par deux enfants*, éd. Librairie classique d'Eugène Belin, Paris, 1976, 336 p., 45 F.

Qui se souvenait, à lire ses romans et ses poèmes entrés depuis longtemps dans la « littérature française », de l'origine libanaise d'Andrée Chédid ? C'est cette origine, cet enracinement douloureux dans une terre et des êtres en guerre, qui forment la matière de son dernier recueil. Une suite de poèmes durs et simples comme l'horreur quotidienne, des mots qui disent l'impuissance des mots devant les événements, la profondeur du déchirement qu'il faut pourtant exprimer :

Puérils sont les mots

Vaine l'écriture

Effrené pourtant, le désarroi du cœur.

L'histoire et la politique de cette violence s'effacent devant leur aboutissement, les ruines, le sang, les cadavres mutilés, le scandale d'une fraternité rompue par les vivants et rétablie au bout du compte par les morts :

Vous êtes tous du même lit

Partisans de la haine !

Je ne vous sépare plus.

S'il faut lire ce livre, parmi les premiers écrits sur la guerre civile du Liban, c'est justement parce qu'il n'est pas une analyse, mais un poème, un cri. Expliquer, prendre parti, c'est déjà atténuer ce qui grâce à Andrée Chédid doit d'abord rester fixé sur nous comme un œil :

L'œil des suppliciés vous fixe à en mourir. ■

(1) Andrée CHÉDID, *Cérémonial de la Violence*, Paris, Flammarion, 1976, 38 F.

THEATRE POPULAIRE DE LORRAINE

HISTOIRES DE L'ONCLE JAKOB de Jacques Kraemer

Mise en scène de J. Kraemer et Charles Tordjman

La Presse unanime

Le Monde : « Le meilleur spectacle du T.P.L. ». L'Express : « La meilleure création du T.P.L. ». L'Humanité-Dimanche : « Un théâtre d'une force peu commune ». Tribune socialiste : « Un spectacle exemplaire pour notre temps ». La Croix : « Bravo le T.P.L. ». Le Quotidien de Paris : « Une mise en scène exceptionnelle ». L'Aurore : « Une pièce réellement populaire ». P.N.H. : « Une réussite, un succès ».

JUSQU'AU 20 MARS (Dimanche 17 heures - Lundi : relâche)

THEATRE RECAMIER 3, rue Récamier Métro Sèvres-Babylone Rés. 222 54 88

des journées entières dans les arbres
de Marguerite Duras

chronique de l'amour impossible

Elle remonte de très loin, cette vieille dame en noir qui traverse le hall d'un aéroport ; elle est ramenée vers son fils du fin fond de la mémoire, du temps, de l'amour... Mais a-t-elle su aimer ? Elle revient une dernière fois — richissime — pour attirer cet enfant qu'elle « n'a jamais vraiment fini » vers son univers doré, là-bas, au Canada.



Photo D.R.

Affamée puis rassasiée, bougonne, puis tendre, elle se raconte dans une chambre vide tout ce qu'elle ne sait pas dire aux autres.

Les autres, qui sont-ils ? Ce fils, cet homme déjà vieux et qui s'accroche aux plaisirs les plus divers pour ne pas sombrer dans le néant ; cette jeune fille que les rides ont fanée. Deux êtres différents : lui qui ne partira jamais ; elle qui s'en ira demain...

Des journées entières dans les arbres était d'abord une pièce (1). Marguerite Duras en a fait un film sans tomber dans le piège de la répétition.

Œuvre neuve, ce film utilise tous les moyens du cinéma, tout comme la pièce savait se servir des ficelles offertes par le théâtre. L'univers scénique penchait vers le gris-noir ; ici, la lumière éclate. Trop blanche, trop agressive : elle creuse les visages et accuse les traits. L'univers d'amertume que nous avons connu au théâtre se transforme et devient plus cruel.

Eternelle solitude des êtres qui monologuent les uns en face des autres ; éternel amour impossible qui se traîne comme il peut.

Dans le beige et le pourpre d'un appartement où la vie semble arrêtée ; dans l'ocre dorée d'une boîte de nuit, nous suivons trois destins qui se croisent ; trois destins sans lendemain.

Admirables acteurs, Madeleine Renaud, Bulle Ogier et Jean-Pierre

Aumont donnent à ce chant de solitude une épaisseur, une vérité parfois gênantes : il nous semble saisir en indiscret, quelques secrets d'alcôve...

Rayée de l'avenir (la mort rôde autour d'elle), bloquée dans un présent douloureux, la vieille dame se réfugie dans ses souvenirs, et nous entraîne vers ce monde de l'adolescence que baigne un rayon de soleil entre les rainures de légers volets verts... Et l'homme s'aperçoit qu'il reste toujours quelque chose de l'enfance, et que ce sont peut-être ces miettes du souvenir — que l'on croyait éparpillées — qui vous mènent jusqu'à la mort.

Magnifique portrait, douloureuse chronique des temps passés, *Des journées entières dans les arbres* est l'une des plus belles réussites de Marguerite Duras.

Il faut avoir entendu, une fois, ce chant extraordinaire ; cette poésie ininterrompue plaquée sur ces images lentes, presque solennelles, pour savoir ce que signifie le mot *chef d'œuvre* — le seul qu'il nous soit possible de prononcer devant cette œuvre qui laisse le spectateur comme atteint jusqu'à l'âme.

F.G. ■

(1) Créée au Théâtre de l'Odéon, le 1^{er} décembre 1965, la pièce a été reprise à l'automne 1975. Très prochainement, le film sera projeté dans les salles suivantes : Impérial, Lincoln, 14 juillet, Quinquette, Entrepôt.

Madeleine Renaud à Tribune socialiste : « le plus important, dans l'œuvre de Duras, c'est l'amour... »

T.S. : Y a-t-il, pour vous, une différence entre la version scénique et la version cinématographique de *Des Journées entières dans les arbres* ?

Madeleine Renaud : Pour mon expérience personnelle, il n'y a eu aucune différence. Ce personnage de vieille dame en noir, je l'ai senti tout de suite et il m'a envahi peu à peu. Ce que Marguerite Duras a fait pour transformer son œuvre réside en un changement des répliques. Elle en a inventé pour le film ; et certaines étaient si belles que nous les avons gardées pour la pièce.

T.S. : Vous parlez de votre personnage, comment l'interprétez-vous ?

M.R. : C'est un être d'amour, d'amour fou. Il est impossible de l'accuser, même si elle est un peu grognon. Elle est remplie d'amour, et c'est le plus important. Si elle dévore son fils, c'est uniquement par amour. Elle l'aime comme on aime un amant. Et c'est parce qu'elle a cette passion en elle qu'elle a toutes les excuses. Elle n'est même pas cruelle envers elle-même, c'est la vie qui est cruelle.

T.S. : Le film ne donnera-t-il pas une vision différente de ce corps à corps qui est un cœur à cœur ?

M.R. : Je crois qu'au cinéma, la partie humaine et dramatique — voire le tragique — l'emportera sur le côté pittoresque et comique. Cela vient peut-être du ralenti voulu par Marguerite pour le montage.

T.S. : Le temps compte beaucoup chez Duras. Comment l'interprétez-vous ici ?

M.R. : La vieille dame a peur du temps qui passe parce qu'elle est entraînée vers la mort. Marguerite Duras lutte contre ce temps-là, qui est injuste. Sa vieille dame vit un présent d'échec (le fils restera en France) et son avenir, c'est la mort. C'est pourquoi la mémoire, le souvenir ont tant d'importance !

T.S. : D'où est venue cette idée de version cinématographique, et comment le tournage s'est-il passé ?

M.R. : L'idée est de Duras. Au départ, nous voulions le tourner pour la télévision, puis nous avons décidé d'en faire un film. Le tournage s'est très bien passé ; nous avons un problème technique car nous jouions la pièce tout en tournant le film... Marguerite Duras rajoutait des répliques, et cela pouvait gêner quelques-uns d'entre nous. Mais tout a été très homogène, très agréable. Duras n'impose rien aux acteurs ; elle leur

laisse une grande liberté d'invention, si ce qu'ils inventent cadre avec ce qu'elle désire. Elle est très attentive, mais pas tyrannique. La façon dont elle travaille est déroutante : elle arrive le matin sur le plateau sans avoir rien préparé... et puis, tout à coup, elle nous voit, nous parle et cela l'aide à démarrer !

T.S. : Pour vous, quelle est l'idée directrice de ce film ?

M.R. : L'Amour. Chez Duras, tout est amour. *Des journées entières dans les arbres* est un film d'amour en même temps qu'il est un film sur l'amour.

Propos recueillis par Fabian GASTELLIER ■

délires en tout genre au café de la gare

L'œil hagard, comme inquiet et parfois comme étonné, la silhouette indécise : voici Jacques Seiler dans *Topiques* de Jacques Le Marquet.

Coincé entre le délire d'un amnésique lyrique qui se prend pour Gabriele d'Annunzio, les théoriques leçons d'un farfelu qui se bat pour l'art sans l'art, l'inquiétant monologue d'un paysan à l'étrange pouvoir et les vociférations « ringardes » d'un militant du PCF invité par Moscou pour assister à un concert, Seiler va et vient, hurle, s'agite, s'immobilise... Son visage prend toutes les expressions possibles, sa voix change à chaque sketch et son immense talent éclate contre les murs du Café de la Gare.

Ruptures de ton en permanence : on passe de l'angoisse au sourire pour finir par s'écrouler de rire.

Jacques Seiler et Jacques Le Marquet ont réussi là un one-man show inoubliable... Et dire que l'on cherche encore comment passer une soirée où intelligence et franche rigolade se seraient donné la main !

F.G. ■

points de vue

« La télévision : le ciné chez soi !... » cet argument qui date de trente ans, connaît une nouvelle jeunesse. Mine de rien, on est en train de se constituer une sacrée petite culture cinématographique. Et cela, sans quitter ses pantoufles : un film tous les soirs, et souvent deux ou trois. A la fin de l'hiver, on pourra causer dans les salons, comme un vrai petit père des Cahiers...

A dire vrai, beaucoup s'en contentent et ce n'est pas le grand silence des journaux télévisés, sur la lutte des artistes ou des réalisateurs (52 tournages en arrêt), qui peut les amener à reconsidérer leurs positions, à remettre en cause leur façon de « voir ».

Winchester 73 d'Anthony Mann, Le Mouton enragé de Michel Deville, Le Pistonné de Claude Berri... Au gré des circonstances, on a plutôt regardé Les Noces d'Andrzej Smadja (A2, vendredi 4), qui se situe au début du siècle, dans une Pologne asservie : des intellectuels tentent de se fondre dans le monde paysan. Le film évoque, bien sûr, des situations actuelles, de Pologne ou d'ailleurs. Il commence par l'ivresse et l'angoisse de la nuit de noces et s'achève dans les brumes de l'aube, rejoignant la légende, l'histoire incertaine, de tout un peuple.

Il y a des regards, des malentendus, des décalages qui font mal, entre ces chouans et cette « élite consciente » — entre ceux qui se perdent (ou se trouvent) dans la fusion de la fête et ceux qui observent, qui parlent, qui cataloguent leurs émotions...

Le Faucon maltais, dimanche soir sur FR3, le premier film de John Huston, d'après Dashiell Hammett, avec Humphrey Bogart : quel cadeau ! Policier fabuleux, mais non tapageur, qui avance par la progression-même des images pour mieux servir la mouvance, les nuances des relations entre les êtres ; les sentiments et les conflits qui les animent. Du cinéma de 1941.

On a eu droit aussi au Grand alibi d'Hitchcock, lundi soir sur TF1. Et encore, mardi (FR3), Junior Bonner, de Sam Peckinpah : un petit western d'après le temps des westerns, où les grands espaces se réduisent à une piste de rodéo, et qui contient beaucoup de tendresse pour les délaissés de l'histoire, les « have been ».

flonflons et tape-à-l'œil

Quelques mots pourtant sur une des rares fabrications « maison » que présente, aujourd'hui, la télé : on a volé ces dernières semaines quelques passages au feuillet La Foire, de Pierre Viallet. Assez pour s'en faire une idée. Du cousu main, du « rétro » bien troussé : été permanent,

châteaux, lingerie et parties fines, décapotables crèmes, rondeurs avenantes... un hymne au fric, un ardent hommage au phallus.

C'est situé dans un temps et des lieux vagues : Luxembourg mythique, Bretagne de carte postale. On nous a campé toute une galerie de mâles, des vrais... des « grands fauves » en liberté ! Un ancêtre qui eut son heure et qui a de beaux restes ; un patriarche (Curd Jurgens) qui en remonte à plus d'un, question bouffe, baise et tutti quanti ; un zozo dans la force de l'âge et un petit jeune qui fait gaillardement l'apprentissage de la vie...

Du côté des femmes, ce serait plutôt du genre dentelles, larmes furtives, abnégation — ou alors : servantes accortes, jolis printemps d'auberge ou de camping. Beaucoup de moyens, de flonflons, de tape-à-

l'œil pour faire rêver, baver, bander dans les banlieues !

Au risque d'user d'une bien grosse artillerie, pour de si piètres choses, on soulignera, quand même, qu'ainsi se propage, par le petit écran, l'« idéologie dominante » — en particulier, cette vision, bien classique, de la

têtue et femme de tête !

Les partis politiques et l'investiture des femmes, tel était le sujet de l'émission d'Anne Gaillard, mardi 8 février sur France-Inter. Intéressant avant les municipales... Tout le monde était là (PS, PC, RPR, RI), ou presque : « on » n'avait pas jugé utile d'inviter le PSU qui compte 35 % de femmes !

Une fin de non-recevoir nous a été opposée après une première protestation avant l'émission. Un coup de téléphone passé, pendant l'émission, afin de marquer l'étonnement du PSU et de ses militantes a été courtoisement enregistré, mais n'a pas eu les honneurs de l'antenne.

Cela aurait, sans doute, importuné Mme Gaillard qui, seule femme, face à quatre responsables politiques, ne s'est obstinément intéressée, tout le long de l'émission, qu'aux femmes tête de liste — restons dans le sujet !

M.-F. C. ■

femme ; qu'ainsi se perpétuent les modèles culturels, les attitudes et les comportements quotidiens...

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 13

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I													
II													
III													
IV													
V													
VI													
VII													
VIII													
IX													

Horizontalement :

I. Subordonne tout à des bulletins. II. Arrosa un arroseur - ont de l'audace. III. Coupa la tête - engraisaient des politiciens. IV. Invente - du temps - comme le PSU à la télé. V. S'affaïssent - symbolise un étalon. VI. En suite - pas forcément sourds - vieux beau. VII. Des inutiles ! - un dur. VIII. Dans un névé - dans un névé - mieux vaut en prendre qu'y être. IX. Pronom - existe - punis.

Verticalement :

1. A ne pas abandonner aux mains du I horizontal ! 2. Ça rapporte ! 3.

Réduits entre le pouce et l'index. 4. Des sommets - suivit le premier venu. 5. Tisane d'outre-manche - secouées. 6. Un jaune qui rapporte - sont tout « choses ». 7. On les avait oublié, elles reviennent, on les reprend. 8. Tels les gastéropodes. 9. Protège surtout ceux qui la font - abonnez-vous ! - fait voir double. 10. Des rois désordonnés - ce qu'on aime chez un veau. 11. De bas en haut : Bêtes (bêtes?) - la fin de quelques gueuzes. 12. Contemplé par 41 siècles ! 13. Des dames sans compagnie.

Solution du problème n° 12

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	M	U	N	I	C	I	P	A	L	I	T	E	S
II	E	T	O	U	R	D	I	S	N	E	R	F	
III	M	A	R	N	E	S		V	E	N	G	E	
IV	O	H	M	T	A	S		U	G	S	N		
V	R		A	V	I	N	E	S		A	I	L	
VI	A	L	L	O	N	S		O		L	O	A	
VII	N		E	L	I		N			U	T	I	N
VIII	D	E	S	E	S	P	E	R	A	T			P
IX	L	T								M	E	R	I
X	M	A	L	L	E	T	E	T	I	S	A	A	C

sélection TV

Samedi 12 février à 20 h 30 sur FR3 : *L'Envolée belle*, réalisée par Jean Piat avec le concours de la municipalité et des habitants de Mougins.

Dimanche 13 février, Cinéma de Minuit : *Les Garçons* de Mauro Bolognini. Un film qui a vieilli (1960), mais qu'on peut voir ou revoir avec plaisir.

A 22 h sur TF1 : *Questionnaire* avec Jeannette Laot, membre de la commission exécutive de la CFDT. Les femmes au travail. Elle connaît bien ce problème : elle est aussi la seule femme parmi les dirigeants de la CFDT ; elle mène depuis plus de vingt ans un double combat pour le progrès de la condition des travailleurs et pour une juste place faite aux femmes, y compris avec difficulté au sein de son propre syndicat.

A 22 h 30 sur Antenne 2, un document de création : *Des Hommes, des Jules* : « Maman les gros bateaux. » Le métier des pilotes de port, qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Quel est leur rôle exact ? Comment travaillent-ils ? Quel est leur vie de tous les jours ?

Lundi 14 à 20 h 30 sur TF1 : *Le Dictateur* de Chaplin. A voir absolument ou à revoir, l'œuvre la plus riche et la plus complète de Chaplin.

Mardi 15 sur France-Culture à 20 h : *Dialogues* avec Roger Pillaudin : « Sur Rosa Luxembourg ». Avec Georges Hourdin et Gilbert Badia. Dans sa vie de militante, Rosa Luxembourg, dont on réédite un peu partout les œuvres, n'a cessé d'affirmer le primat de l'humain, et a voulu associer liberté et dictature du prolétariat. Thème d'un débat très actuel.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : Les dossiers de l'écran : film : *Justice est faite* d'André Cayatte qui introduit un débat sur les « jurés ».

Mercredi 16 février à 20 h 30 sur FR3 : un film : *Duel*. Le premier de la série des films insolites ou catastrophes : le duel entre un automobiliste et un camion.

A 20 h 30 sur TF1 : *La Vérité de Mme Langlois*. Film écrit et réalisé par Claude Santelli. Le face à face entre une accusée et son juge, les liens, insolites, qui se créent entre eux ; un échange en profondeur. A voir.

Jeudi 17 février à 20 h 30 sur TF1 : Spécial *Événement*. Face à face Marchais - Fourcade, La nationalisation du pétrole.

A 22 h sur TF1 : *Arcana* « connaissance de la musique », « les femmes et la musique ». La place de la femme dans la musique occidentale. Interprète oui, chef d'orchestre à la rigueur. Compositeur non et pourtant il y en a eu et il y en a. La société admet encore difficilement le droit et le pouvoir des femmes de créer autre chose que des enfants.

Vendredi 18 février à 20 h 30 sur FR3 : *Les Enfants handicapés*. Sous réserve.

A 21 h 30 sur FR3 : *Voyage dans le cosmos*, 5^e émission de Jean Lallier et Monique Tosello. « Jusqu'au bout du monde » ; quel est le sens du temps ?

A 22 h 37 sur Antenne 2, ciné-club : *Kes* (1969) réalisation Ken Loach. Un très bon film ; la solitude dramatique d'un enfant, liée au milieu social et au système éducatif dans un village du Yorkshire.



Photo Pichal

Leonid Pliouchtch au X^e congrès du PSU

l'inadmissible arbitraire...

Il vient d'ailleurs. De ce monde du Goulag, des cliniques psychiatriques, que l'appareil de répression d'un pays dit socialiste utilise pour briser les opposants... Il parle de façon saccadée, mais calmement. Il dit, non ce qu'il a vécu, mais ce que les autres, qui sont, eux, restés, vivent jour après jour... Et le congrès du PSU, l'écoute, en partageant son angoisse. Que dit Pliouchtch ?

En URSS la répression ne cesse de s'aggraver. Le régime des prisons se durcit. Le renforcement de l'opposition, son influence croissante, la diffusion des *Samizdat* (chronique des événements courants, publications clandestines), les créations de groupes pour l'application des accords d'Helsinki, expliquent l'évolution interne du système : il revient à des méthodes de plus en plus autoritaires, et recourt aujourd'hui pour les justifier à de multiples provocations.

L'exemple récent le plus flagrant est celui des explosions qui ont eu lieu dans le métro de Moscou. Le porte-parole du KGB a aussitôt essayé de répandre l'idée que la responsabilité en incombait aux groupes de défense des droits de l'homme. Sinistre plaisanterie à laquelle personne ne croit ni en URSS ni à l'étranger, mais qui permet à la police de perquisitionner chez les opposants avoués ou supposés, et d'y déposer des documents, qui permettront ensuite de nouvelles inculpations.

Mais il y a d'autres formes plus sournoises, mais tout aussi immondes, pour faciliter la répression. Au « pays du socialisme », une sourde mais violente campagne antisé-

mite se développe. Tout opposant se voit attribuer des ascendances juives. De Grigorenko à Sakharov... Manière comme une autre de cacher la déportation de peuples entiers : les Tatars de Crimée, les Allemands de la Volga, les Grecs d'URSS...

Malgré la politique de collaboration avec le pouvoir de l'Eglise orthodoxe, les croyants sont à leur tour durement frappés.

Ajoutons que, dès qu'il se produit des mouvements de révolte ouvrière (sur les conditions du logement par exemple) leur dirigeants ou ceux qui apparaissent comme tels, disparaissent sans laisser de traces.

Cela n'empêche pas Léonid Brejnev d'élever la voix contre la répression dans les pays fascistes. Mais de manière sélective. Quand l'avez-vous vu protester contre ce qui se déroule en Iran ? Trop d'intérêts sont en jeu. C'est pour cet ensemble de raisons que je dis en toute clarté qu'il nous faut, dans le même mouvement, proclamer notre solidarité avec les Tchèques et les Chiliens poursuivis, comme avec les Espagnols ou les Polonais en butte à l'arbitraire.

Que pouvons-nous faire en Occident ? Faire connaître les revendications de l'opposition, et les soutenir, en s'appuyant sur la déclaration des droits de l'homme, dont les principes — non respectés — sont inscrits dans la Constitution soviétique. Dans l'immédiat, il nous faut au moins imposer, une convention internationale établissant dans le monde entier un statut de détenu politique.

Propos qui peut vous paraître modeste. Et pourtant... La bataille sera rude.

Nous n'avons pas à choisir entre les modes de répression. Ni faire de hiérarchie entre elles. La lutte pour les libertés ne se divise pas. ■